

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1,50 Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 156
JEUDI 7 SEPTEMBRE 72

ENCORE L'ESCALADE DES PRIX !

POMPIDOU, MESSMER, GISCARD, FAURÉ et Cie,

MENTEURS !

C'est vous les coupables

Les travailleurs de retour de vacances — pour ceux du moins qui ont pu partir, c'est-à-dire, ne l'oublions pas, beaucoup moins de la moitié d'entre eux ! — n'ont pas encore fini de faire le bilan des mauvais coups de l'été.

Après un mois d'absence où l'on est bien contraints, malgré tous les efforts, de dépenser plus que d'habitude, face aux échéances d'une feuille d'impôts toujours plus lourde que l'année précédente et d'une rentrée scolaire qui grève le budget de septembre, c'est l'indignation, la colère et l'angoisse générale devant l'effarante flambée des prix.

Car elle n'en finit plus la longue liste des hausses de l'été. Mentionnons simplement pour mémoire :

- Tabac + 13 %
- Gaz + 4 à 5 %
- Electricité + 4 % (sauf, bien sûr, pour les industriels auxquels des prix de faveur sont consentis...)
- Pain + 5 à 20 %
- Automobiles + 2 %
- Loyers + 6 à 17 %
- Beurre + 3 %

Le point le plus sensible — parce qu'il fallait déjà durement se priver sur ce chapitre — est peut-être celui de la viande qui bat tous les records : + 2 % pour la viande taxée à Paris (+ 14 % en un an !) et le rythme n'est pas destiné à se ralentir : en trois semaines les prix de gros du bœuf ont augmenté de 3 % et ceux du veau de... 12 % ! Il n'est pas rare maintenant de s'entendre réclamer 12 francs pour deux malheureuses escalopes...

Le phénomène a pris une telle ampleur que le gouvernement a bien été obligé de sortir de son mutisme pour tenter de commenter la publication du rapport de l'I.N.S.E.E. — pourtant truqué au maximum — qui fait l'effet d'une bombe : + 0,8 % de hausse moyenne des prix en juillet (en réalité : + 1,5 %) qui bat le record de l'année et porte à 5,1 % la hausse des sept premiers mois de 1972.

Dans semblable situation, il faut trouver des boucs émissaires et le gouvernement des trusts les a bien vite dénichés et mis en accusation sous la plume d'un journaliste du « Figaro » :

« Sans vouloir épiloguer sur les causes multiples de la hausse des prix » (tiens ! et pourquoi donc ?), « on doit constater que celle-ci se répercute dans les salaires, ce qui entretient le cycle inflationniste ». L'explication fournie est donc simple, voire simpliste : si les prix montent, c'est qu'il y a beaucoup de demandes. S'il y a beaucoup de demandes, c'est que les travailleurs sont riches et que la production ne suit pas !

Et de se féliciter des mesures d'encadrement du crédit annoncées par Giscard et de leurs heureuses conséquences :

« ... les entreprises, ayant leur trésorerie plus à



Image du système capitaliste : les prix augmentent sans cesse, alors que le pouvoir fait détruire une prétendue surproduction de fruits et légumes : ci-dessus, des tonnes de pommes de terre vouées à la destruction ! (Photo A.P.L.)

l'étroit, accorderaient moins facilement les augmentations de salaire demandées... les particuliers seraient enclins à consommer un peu moins, ce qui, en soit, est un élément favorable à la stabilisation des prix ».

La boucle est bouclée et on le dit bien haut : ce sont les salaires qui sont responsables des hausses des prix. Pas question donc, dans votre intérêt même, de venir exiger des augmentations de salaire dans l'année ! on bloque les salaires ou les prix montent, il n'y a pas à sortir de là. Autrement dit, choisissez la sauce à laquelle vous voulez être mangés... On escamote ainsi, dans ce tour de passe-passe, un autre élément qui pourtant existe et se porte bien : LES PROFITS. Eux s'arrondissent sans cesse, ainsi que les bilans publiés journellement en font foi ; quelques exemples récents :

Jeumont-Schneider + 72 % de bénéfices nets par rapport à 1970, Schlumberger + 18 % d'augmentation pendant le premier trimestre 72, ITT + 16 % pendant la même période...

Mais halte ! A ceux-là, Giscard n'a évidemment pas l'intention de toucher. Marx nous l'a bien expliqué : en régime capitaliste règne la loi du profit maximum et l'Etat bourgeois n'existe que pour le protéger.

On n'a donc jamais vu de pays capitalistes sans prix qui grimpent et salaires qui se traînent ! Et depuis le temps qu'on y organise élections sur élections, que s'y succèdent gouvernements U.D.R., centristes, radicaux, socialistes ou d'« Union de gauche » comme en 45-47... ou comme le P.«C.»F. nous y invite en ce moment... qu'est-ce que cela change ? (Voir suite page 10)

LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE » POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	en francs	Souscription permanente - M.G.	
Anonyme	20		6
Un marxiste-léniniste ancien F.T.P.F.	20	H.R. vaincra ! Une secrétaire	100
R.L. (juillet)	25	Soutien permanent à H.R. - S.	35,10
M. - Soutien à H.R.	15	Soutien à H.R. - L.A.	20
Le Comité de Rédaction Humanité Rouge	50	Des étudiants	10
Soutien à H.R.	2	Un auxiliaire des P.T.T. G.G.	300
Cercle Cdt Bourgat - Soutien mensuel	80	Pierre et Michèle - Soutien à H.R.	150
Une femme algérienne	10	Une institutrice	30
Anonyme	10	Une secrétaire	12,55
A.L.T. - Vive le 6 ^e congrès de P.T.A.	261,10	Une étudiante M.L.	6,20
Cercle Ouandé	72	B.A.V. - Soutien mensuel août	10
D.B.	53,30	Un lecteur - Versement août	50
Cercle P.E. (juillet)	130	Un jeune cheminot soutien à H.R.	150
Un travailleur africain	3	S.L. en supplément à une commande de brochures	100
Un vieux travailleur arabe	1	Soutien permanent à H.R. Normandie	3
Un immigré	1	Timbres pour soutenir notre presse	40
Un ami portugais	2	Un appelé	2
Devant un Prissunic	1	V.G. Soutien à H.R.	50
S.D. Instituteur	10	M.R. Soutien à H.R.	25
L.J.	40	Anonyme St-B.	67,90
Pour un douze pages permanent	200	Cercle Denis Gemenitz	56,25
Un travailleur fidèle à F. Marty	50	J.J.P. - Soutien à notre presse	5
Un lecteur resté stalinien	20	Soutien permanent à H.R. - Un camarade de l'E.D.F.	20
Des anciens résistants - Versement de juillet	25	Assimiler les concepts marxiste-léninistes de la pensée-maotsetoung	2
Un artisan Bûcheron Les Communistes du Languedoc	22,50	O.D. - Soutien à H.R.	10
Un marxiste-léniniste CML - ORTF	200	Une étudiante salariée	15
Isidore	4,50	Un jeune travailleur	2,50
Un travailleur algérien	5	Un camarade	5
Cercle Dimitrov	100	H.R. vaincra	17
Un appelé - Soutien à H.R.	28,50	Un travailleur français en Algérie	100
V. - Soutien à H.R.	10	Pour un douze pages hebdomadaire, un travailleur	200
Souscription permanente Normandie	5	Un travailleur algérien	0,20
Pour que vive H.R. - C.Z.	5	Anonyme	8
Un sympathisant H.R.	7,60	Un travailleur	4
Un communiste italien	2,50	H.R. vaincra	28
Un ouvrier	4	U.J. soutien permanent	37
Un ouvrier portugais	0,50	J.P. - Un étudiant stalinien	10
Un élève C.E.T.	0,50	M. en supplément à commande de brochures.	
Soutien au juste combat idéologique et politique de H.R.	14	Soutien à H.R.	26
Un appelé	10	Cercle Staline - Soutien à H.R.	20
Pour un douze pages permanent	3,50	H.R. vaincra !	30
Anonyme F.	15	Anonyme - Montreuil Sud-Ouest	100
Pour le douze pages permanent - B.	12	Soutien permanent cercle Mouja Jaona	58
Cercle Gilles Tantin	6	Soutien à H.R.	5
Un vendeur téléphonique	10	Soutien permanent	46
En supplément à mon abonnement pour soutenir H.R. - B.A.	10	M.P. - Versement mensuel juin	30
Anonyme	134,50	Soutien à H.R. - Chemi-	
D.A.	5		
Un ami de la Chine, professeur	10		
Une sympathisante - A.	60		
B.P. Paris	150		
Soutien à H.R. - D.M.	12		

nots M.T.	50
J.P.I. - Vive la dictature du Proletariat	3,50
Cercle longue marche - Soutien à H.R.	40
Pour que vive H.R. - C.Z.	5
Un abonné enseignant G.G. - Versement de juillet	500
Sur un marché	1,50
Un employé E.D.F.	4
Un artisan du bâtiment	3
Un cheminot	0,50
Un cheminot	20
Cercle J. Staline - Soutien	54
Des ouvriers communistes	10
Deux militants communistes	12
Un cheminot	4
Cercle Staline	19
Soutien à notre presse	3
Un fidèle lecteur du bassin	100
Soutien permanent	5,50
Vive l'internationalisme prolétarien	255
Cercle J. Staline	78
Des camarades de l'Aude	20
En supplément à commande de brochures - Soutien à H.R.	7
Cercle Oulianov - Soutien Permanent	60
J.P.I. - Soutien hebdomadaire	3,50
Un cheminot retraité	0,50
Soutien, un lecteur	0,80
Au service de la classe ouvrière	100
Soutien pour la Révolution prolétarienne	135
Anonyme	7,50
Anonyme	5,50
M.G. - Soutien à notre presse M.L.	100
Anonyme, en timbres, Paris	50
Cercle J.-P. Timbault - Soutien permanent à H.R.	50
Un lecteur ouvrier, lors d'une diffusion	2,50
Un ouvrier M.-L. resté stalinien	15
Un ouvrier fidèle à Staline	10
Pour la révolution prolétarienne (août)	100
Des anciens résistants (septembre)	50
Cercle N.V.T.	40
Un ouvrier R.B.	10
En supplément à mon abonnement - G.A.	15
M.S.	46,50
Le Comité de Rédaction Humanité Rouge	300
Total	6 295,50
Total précédent	202 806,43
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	209 101,93

NOS AFFICHES

Dans le but de soutenir toujours plus efficacement et politiquement notre presse marxiste-léniniste, nous rappelons à nos camarades diffuseurs, sympathisants ou abonnés H.R. que nous possédons à cette fin des affichettes « lisez H.R. » - 0,05 F l'unité. Des bons de soutien à notre journal (gratuit), des affiches d'agitation et de propagande : affiches sur la lutte de Girosteel, Joint Français, etc., à 0,17 F l'unité ; des affiches « la guerre du peuple est invincible » à 0,17 F l'unité, ainsi que des affiches sur nos mots d'ordres.

— Salaire minimum à 1 200 F par mois ;

— Contre le chômage et les licenciements ;

— A travail égal, salaire égal : à 0,17 F l'unité.

Nous passer commande des quantités nécessaires. Règlement en timbres, virement postal, chèques bancaires, mandats lettres, etc. (voir encart relatif au règlement des commandes).

Soutenons toujours plus largement notre presse marxiste-léniniste par des collages intensifs. Faisons connaître notre lutte contre le capital et ses valets, et popularisant nos justes mots d'ordre.

A NOS LECTEURS

— Les nouvelles codifications postales.

— La parution de H.R. sur 12 pages hebdomadaire.

— L'abondance du courrier reçu :

nous obligent à rappeler à nos lecteurs et correspondants un certain nombre de règles à observer pour accélérer et améliorer les tâches que la classe ouvrière attend de nous.

Pour la nouvelle codification postale, écrire sur vos enveloppes non pas H.R. mais « Humanité Rouge » B.P. 365 75064 Paris Cedex 02.

En effet les lettres avec le sigle H.R. sont désormais refusées par le tri postal.

Pour les règlements de journaux, brochures, affiches, etc., lorsque le règlement est fait par mandat lettre ou mandat carte, virement postal ou chèque bancaire ne pas oublier de nous préciser s'il s'agit d'une commande déjà reçue ou à venir, ceci afin d'éviter les doubles envois. Ne pas oublier non plus de préciser lors des règlements à quel correspond la somme envoyée... Est-ce une souscription ? est-ce une commande de brochures ? ou d'affiches ? ou plusieurs de ces postes réunis ?

Nous recevons encore malheureusement trop de mandats ou

chèques sans aucune précision de leur destination.

D'autre part pour les petites sommes jusqu'à 10 ou 20 F, régler de préférence en timbres poste. En effet, le service postal bourgeois nous oblige à une telle paperasserie pour toucher ces chèques et pour en contrôler le règlement, qu'une perte de temps importante en découle pour le service administratif.

Ecrire également sur les talons de mandat poste ou lettre en majuscules les noms et adresse complète.

Pour éviter toute erreur qui retarde l'envoi du matériel.

Pour les abonnements et réabonnement bien nous préciser la durée et s'il s'agit d'un envoi normal (sous bande ouverte) ou en pli fermé (sous enveloppe cachetée).

ABONNEMENTS

Abonnez vos amis, abonnez ceux que vous souhaitez convaincre !

12 numéros pour 15 francs, sous bande simple, ou 25 francs sous enveloppe fermée.

Profitez de nos actuels tarifs d'abonnements en vigueur jusqu'à la fin septembre. A partir du 1^{er} octobre, ces tarifs seront augmentés en fonction de notre prochain passage à 2 F l'exemplaire.

SPECIAL ALGERIE

Nous avons récupéré les bouillons NMPP du numéro 154, numéro de 24 pages d'une valeur historique, consacré au 10^e Anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie. Ce numéro est donc encore disponible pour la diffusion, en particulier en direction de nos frères, les travailleurs immigrés, venus d'Algérie.

Nous insistons auprès de nos diffuseurs pour qu'ils assument cette tâche, dont le contenu politique et idéologique internationaliste ne doit pas être sous-estimé.

L'exemplaire est vendu 2 F.

VISITE DE L'ALBANIE

Restent encore quelques places disponibles pour le voyage du 14 octobre au 1^{er} novembre prochains, en particulier pour les payans.

Le prix du voyage et du séjour s'élève à 1.200 F, tout compris.

Pour tout renseignement, écrire à Suzanne Marty par notre intermédiaire.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

.....

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	15 F	25 F	50 F
Adresse	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
Etranger :				
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

L'Humanité Rouge - 12 pages - 2 francs

A L'OFFENSIVE !

Le présent numéro de l'Humanité-Rouge est vendu 1,50 F. Mais, dans une semaine, le prochain numéro sera vendu 2 francs.

Ne présentons pas un plaidoyer pleurnichard ! Nous sommes des communistes et nous avons l'habitude, en tant que tels, de parler franc, de dire ouvertement à nos lecteurs quelles sont nos difficultés.

Les scandaleuses hausses de prix, décrétées par le gouvernement et les grands industriels monopolistes, n'ont pas commencé avec l'été qui s'achève. La vérité, c'est qu'elles ne cessent jamais. Elles font partie intégrante du système capitaliste. Aussi l'ensemble des prix poursuit une escalade continue, avec parfois des accélérations voulues et organisées par la bourgeoisie.

De ce fait, dès avant juin dernier, notre imprimeur nous informait de l'obligation où il se trouvait de rehausser ses tarifs. Le prix du papier, le prix de l'encre, les tarifs de composition, et même le routage N.M.P.P. connaissent ce que l'on dissimule sous le terme de « rajustements ».

Nous avons consulté nombre de nos diffuseurs, en leur exposant

l'inéluctabilité d'avoir à augmenter le prix de vente de l'H.R.

Des camarades se sont inquiétés : « Cela va faire baisser notre vente ! Nos lecteurs sont des travailleurs et leurs ressources sont souvent plus que modestes : 2 F l'exemplaire hebdomadaire, c'est trop ! »

D'autres ont indiqué : « Toute hausse du prix de notre journal entraîne des difficultés. Mais si l'H.R. peut sortir régulièrement avec douze pages, c'est-à-dire quatre de plus qu'actuellement, peut-être pourront mieux convaincre nos lecteurs d'accepter son nouveau prix à 2 F ».

Voilà. Contraints ou de suspendre notre parution hebdomadaire, ou de rechercher de plus grosses recettes, nous avons choisi d'engager la bataille du 12 pages à 2 francs en permanence.

Nous nous adressons à nos lecteurs, aux anciens comme aux nouveaux, avec un langage différent des pleurnicheries que l'on trouve dans l'Humanité-blanche en pareilles circonstances.

Nous faisons tout simplement appel à votre conscience idéologique, à votre compréhension politique.

Nous vous demandons de nous soutenir avec toujours plus d'ardeur, car l'Humanité-Rouge est une des armes les plus efficaces du combat contre le capitalisme et son complice, le révisionnisme moderne.

Cette arme, c'est à vous de l'utiliser avec audace, de manière offensive. Aussi, indépendamment de son passage à 2 F (un prix inférieur à ceux de la majorité de tous les hebdomadaires bourgeois et révisionnistes), nous vous appelons à :

1° Augmenter sans cesse le nombre des exemplaires diffusés par la vente militante ;

2° A recueillir rapidement le maximum d'abonnements. Cette forme de diffusion de nos idées revêtira une importance extrême en 1973 à l'occasion des nombreux événements politiques qui s'annoncent ;

3° A impulser et maintenir à un niveau élevé l'indispensable et précieux soutien par la « Souscription permanente », sans laquelle l'H.R. aurait disparu depuis longtemps.

Amis lecteurs, militants et sympathisants, la bataille de l'Humanité-Rouge continue. C'est vous, et vous seuls, qui assurerez son succès.

A l'offensive !
4 septembre 1972.

Fidèle à une conception léniniste

LECTEUR, DEVIENS CORRESPONDANT !

En réponse à nos appels répétés, une nette amélioration s'est fait sentir dans les correspondances reçues par le Comité de rédaction. Plus nombreuses, elles ont aussi gagné en qualité : vivantes et précises, davantage liées à l'actualité sociale et politique immédiate, elles montrent que nos camarades diffuseurs prennent toujours plus d'initiatives pour amasser cette matière première sans laquelle le journal du prolétariat ne vaudrait rien.

Ce mouvement doit être prolongé et amplifié systématiquement, selon les enseignements de Lénine et de Mao Tsé-toung concernant la presse. A côté des éditoriaux et articles relevant du Comité de rédaction, les colonnes d'un journal tel que le nôtre, journal au service du prolétariat, doivent être largement ouvertes aux échos recueillis à la base, sur les lieux de travail, dans les quartiers, etc., à tous les problèmes et à tous les aspects de la vie sur lesquels notre journal doit prendre position (il doit donner la position du prolétariat révolutionnaire). Pour remplir cette tâche, sur qui peut-on mieux compter que sur vous, camarades militants et amis lecteurs, vous qui travaillez et respirez du même souffle que les masses, vous qui, quotidiennement, êtes les témoins des mille et une souffrances de notre peuple, des mille et un faits d'oppression et d'exploitation de l'exécrable système capitaliste, des mille et une actions de résistance, de révolte, de lutte des travailleurs contre ce système. Vous devez inlassablement rapporter tous ces faits et événements à notre journal. Vous êtes les yeux innombrables de notre mouvement, vous êtes les cellules innombrables par lesquelles il respire et se trouve en contact avec la vie : vous devez inlassablement regarder et raconter ce que vous avez vu.

Un militant communiste est curieux de tout car tout porte une empreinte de classe, il est à l'affût de toute information économique, sociale, politique... d'intérêt national ou purement local : son devoir le plus impérieux est de les porter à la connaissance de tout le mouvement, en envoyant régulièrement des lettres et des correspondances ; mais il est aussi de convaincre chaque lecteur, et

spécialement le lecteur ouvrier, de faire de même. Et dites-vous bien, camarades et amis lecteurs, que vos lettres et vos correspondances, même si elles ne sont pas publiées, n'en sont pas moins précieuses parce qu'elles constituent la sève irremplaçable dont se nourriront de futurs articles.

Le journal marxiste-léniniste doit être l'œuvre commune de tous les marxistes-léninistes. Les ouvriers, en particulier, doivent écrire dans notre journal : qu'ils écrivent sur tout, qu'ils abordent tous les aspects de leur vie quotidienne, de leur travail, de leur lutte...

Un accident de travail a lieu dans votre atelier : informez le journal, dites pourquoi cet accident a eu lieu, quelle est la réaction des travailleurs !...

Vous avez participé à une réunion syndicale : rapportez ce qui s'y est dit, les opinions des travailleurs et celles des traîtres révisionnistes !

Le maire révisionniste de votre ville vit dans une somptueuse villa et roule en DS : écrivez-le !

Le journal réactionnaire de votre région publie des articles typiquement antipopulaire et anticommuniste : signez-les !

Dans votre quartier, les flics font la chasse aux jeunes, des racistes attaquent nos frères immigrés : notez-le !

Un militant C.G.T. vous fait part de ses doutes sur l'action de son syndicat : rapportez son opinion !

Vous avez des informations sur la situation économique et financière de votre entreprise : transmettez-les au journal ! etc.

De cette façon, notre journal, donc notre mouvement, deviendra plus puissant et plus efficace.

En outre, pousser et amener chaque travailleur lecteur d'« H.R. » à écrire au journal revêt une portée politique plus générale. Les ouvriers qui écrivent, ou simplement qui lisent une correspondance, prennent conscience que leurs problèmes sont communs à toute une classe, qu'ils font partie d'une même classe, la classe ouvrière, et qu'ils luttent non contre tel patron particulier, mais contre la classe des capitalistes tout

entière et contre son Etat et son gouvernement. Ainsi la conscience politique s'éveille et progresse, ainsi notre objectif — la prise du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste en France — devient plus clair aux yeux des travailleurs.

D'autre part, cette liaison régulière entre le journal et ses lecteurs convainquent ces derniers que leur lutte et leur travail est directement nécessaire au mouvement marxiste-léniniste, elle leur montre que, loin d'être isolés, ils sont chacun un des anneaux de la chaîne qui étranglera le pire ennemi du prolétariat et des travailleurs français : le gouvernement bourgeois capitaliste.

Enfin, il faut élargir la conception qu'on se fait de la liaison avec le journal ; répétons-le encore, en dehors de la correspondance destinée à la publication, un autre matériel est au moins aussi précieux : les renseignements sur l'état d'esprit des camarades de combat, ou tout simplement des camarades de travail. Régulièrement, chaque militant ou groupe de diffuseurs devrait envoyer au Comité de rédaction un bref rapport indiquant comment les travailleurs de son entourage ont réagi à tel ou tel événement social, politique ou international, notant avec précision les idées exprimées, etc.

Régulièrement, chaque militant devrait rendre compte de son travail de propagande et d'organisation : écrivez des comptes rendus sur les discussions que vous avez autour du journal, sur les thèmes abordés dans les réunions de propagande que vous organisez, sur ce que pensent les travailleurs du journal, des communistes et de leur activité, etc.

Camarades ! nous sommes encore bien peu nombreux pour affronter les tâches immenses qui se posent au prolétariat. Mobilisons activement toutes nos énergies ! Ne laissez rien échapper à votre œil vigilant. Saisissez-vous de votre plume comme d'une arme pour porter mille et encore mille coups à nos ennemis. Que notre journal soit, selon la parole de Lénine, « comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classe et de l'indignation populaire, pour en faire jaillir un immense incendie ».

CLASSE CONTRE CLASSE

TOULOUSE - P.T.T. : LES FACTEURS POUR LA TOURNÉE UNIQUE EN AOÛT

Depuis la seconde quinzaine de juillet les préposés à la distribution (les facteurs) ont engagé diverses actions pour obtenir la tournée unique au mois d'août. Le trafic postal durant cette période subit en effet un net ralentissement du fait des congés. Il est donc très possible d'assurer la distribution du courrier en une seule tournée.

A la recette principale, après avoir fait part à l'administration de cette revendication, les facteurs ont organisé du 17 au 20 juillet des réunions quotidiennes d'information, des assemblées générales en quelque sorte, de 10 mn à un quart d'heure, en plein milieu du travail au moment du tri. Des assemblées de ce type ont également eu lieu dans les autres bureaux de poste de Toulouse (Saint-Cyprien, Minimes...).

Devant ce début de lutte, l'administration passa alors à l'intimidation et aux sanctions en supprimant 1/30 du salaire mensuel de ceux qui avaient participé aux différentes réunions.

Le 26 juillet les facteurs répliquèrent par la grève de 24 heures, grève qui fut fortement suivie.

Les objectifs étaient :

- d'obtenir la tournée unique ;
- le paiement du 1/30.

Ce début de lutte n'a pas permis d'obtenir ces revendications. La tournée unique ne sera pas pour cette année. L'administration invo-

que pour la refuser qu'elle gênera les usagers. Cet argument comme le savent parfaitement les facteurs, est fallacieux car la direction accorde la tournée unique durant la période de Noël et du Premier de l'an, période qui est la plus chargée de l'année du point de vue du trafic. A ce moment là l'administration n'a pas l'air de se soucier tellement des usagers.

Nous devons retenir que cette revendication a été soutenue par l'ensemble des facteurs. Cependant c'est une action au niveau national de tous les facteurs du pays qui pourra l'arracher à l'état patron. Dès l'an prochain les facteurs devront se remettre à l'action dans toutes les régions de France afin de populariser la tournée unique et de la faire aboutir. Ils ne devront avoir aucune illusion sur la bonne volonté de l'Etat comme le montre l'expérience de Toulouse. Seule la lutte la plus résolue pourra arracher la tournée unique en août, tout comme seule elle pourra arracher le samedi libre.

Correspondant H.R.
Toulouse.

N.B. : Les militants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. ont impulsé ces actions. Les jaunes de F.O. comme de bien entendu ont tout fait pour saboter cet embryon de lutte, se précipitant chez le directeur dès les premières escarmouches.

GAGNY : LUTTE AU FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS

Depuis le 1^{er} juillet, les jeunes travailleurs du Foyer de Gagny et de cinq autres foyers de la Région Parisienne (Epinay, Clichy, Châtillon, St-Gratien, Argenteuil) luttent contre une augmentation de 40 F de leur loyer mensuel et contre l'insuffisance de leurs droits. Ces 40 F représentent une augmentation de 11 %.

La direction de l'A.L.J.T. voudrait faire payer 420 F à des jeunes obligés de quitter leur province à cause du chômage, à des jeunes qui touchent des salaires voisins du S.M.I.C. Elle veut faire payer la rentabilisation, le « déficit » aux jeunes travailleurs.

Actuellement les jeunes de Gagny occupent leur foyer.

LEURS REVENDICATIONS

- 1) Refus de toute augmentation des loyers, en particulier celle de 40 F intervenue le 1^{er} juillet.
 - 2) Augmentation des subventions de l'Etat, quasi inexistantes, ce qui explique le déficit actuel de l'Association (A.L.J.T.).
 - 3) Suppression du forfait (obligation d'acheter 25 tickets repas au début du mois).
 - 4) Amélioration des repas.
 - 5) Non aux licenciements du personnel du Foyer. Non aux foyers casernes !
 - 6) Totale liberté d'expression, syndicale et politique à l'intérieur des foyers.
 - 7) Droit de visite sans restriction. Et comme préalable à tout cela : réintégration des résidents menacés d'expulsion.
- Car la direction a envoyé 300 lettres d'expulsion ; à tous ceux qui ont refusé de payer l'augmentation :

— Astuce de la direction : elle accepte de geler le principe des exclusions pendant la durée des négociations... Les délégués élus par les travailleurs ont refusé ! La direction serait trop heureuse d'éliminer les « meneurs » par la suite.

Mais cette juste position n'a pas été appréciée par le délégué de l'U.L.C.G.T. Au cours d'une réunion commune Comité de grève - Comité de soutien, celui-ci a prétendu « qu'à son avis » la direction avait pris prétexte de cette attitude « pour ne pas négocier », que l'on n'avait pas saisi « la perche que tendait la direction » et laissant entendre que « si les revendications étaient acceptées il n'y avait rien à craindre pour les résidents ». (Ben voyons). Cet avis éclairé du responsable C.G.T. a été repoussé à la quasi unanimité par les résidents présents à la réunion.

Un comité de soutien a été créé (auquel participent les militants d'H.R.) pour populariser la lutte et développer le soutien financier. Des succès ont déjà été obtenus.

Le travail du comité de soutien est un facteur important de succès mais ce qui est déterminant, c'est l'unité des travailleurs. C'est pourquoi le comité de grève a entrepris de renforcer la mobilisation des résidents autour de revendications simples et justes.

Malgré les diverses manœuvres de la direction, les jeunes travailleurs tous unis, vaincront.

- Renforçons l'unité.
- Développons le soutien.
- Non à la rentabilisation sur le dos des résidents.
- La lutte des jeunes travailleurs est celle de tous les travailleurs.

EXTRAIT DU "POSTIER ROUGE" BULLETIN MARXISTE-LENINISTE DE LA RÉGION PARISIENNE

UN PROFOND MECONTENTEMENT

Les grèves qui ont eu lieu ces derniers temps dans les services montrent à quel point les postiers sont mécontents. En fait, ils ont de nombreuses raisons de l'être et l'une est particulièrement importante : les salaires.

Voyons ce qu'il en est. Le pouvoir d'achat diminue constamment par l'effet de la hausse galopante des prix. Les salaires augmentent de 6 % dans l'année, mais dans le même temps les prix montent de 8 % au moins !

D'ailleurs, les travailleurs n'ont pas besoin de pourcentage pour s'en apercevoir : le litre de lait coûte 1,10 F, le pain 1 F, le kilo de viande 24,80 F et plus... Ils ne voient pas filer l'argent et il est de plus en plus difficile de boucler le mois.

Or, il y a actuellement aux P.T.T. 60 000 postiers sur 320 000 qui ne gagnent pas 1 000 F par mois et environ 150 000 qui ne gagnent pas plus de 1 200 F par mois.

Pendant ce temps, les ministres font des discours : « Les prix sont satisfaisants », « L'économie nationale (entendez les profits capitalistes) se portent bien mais il faut que les travailleurs coopèrent, participent, et surtout ne revendiquent pas... »

On voudrait bien les voir avec 1 200 F par mois, un loyer de 400 F, 100 F de transport... et des impôts !

Quant à la promesse du gouvernement de 1 000 F dans dix-huit mois, que vaudront-ils alors ?

D'ailleurs, maintenant, que vaut la promesse elle-même ?...

UNE NECESSITE IMMEDIATE : 1 200 FRANCS MINIMUM

L'augmentation des prix d'alimentation, des loyers, des tarifs d'électricité et de gaz, des impôts... qui nous est imposée, rend cette revendication de salaire prioritaire.

Quel postier célibataire ou quelle famille de postier pourrait continuer à vivre avec un salaire inférieur à 1 200 F sans risquer de s'endetter et d'avoir les pires difficultés ?

Il en est certainement qui diront que c'est de la démagogie, de la surenchère. Eh bien ! si quelqu'un vous le dit, demandez-lui donc combien il gagne...

Quant à ceux qui seraient tentés de dire que ce n'est pas possible, il est bon de leur rappeler quelques réalités :

— L'excédent budgétaire est de l'ordre de 1 900 millions de francs (190 milliards d'anciens francs) ;

— Les subventions connues aux sociétés privées qui fabriquent du matériel des Télécoms sont de l'ordre de 300 millions ;

— Les loyers payés aux sociétés de financement (Finextel, Codetel) se montent à 180 millions ;

— La T.V.A. payée à la place de ces mêmes sociétés (elles sont exonérées d'impôts) est de 258 millions ;

— Les fonds des chèques postaux sont prêtés au Trésor public au taux ridicule de 1,50 % alors que le dernier emprunt s'élève à 150 millions (presque entièrement rafié par les banques) et

rapporte 8,25 %. Le manque à gagner se chiffre à 940 millions ;

— Enfin, il faut noter que les profits des trusts de matériels des Télécoms (C.G.E., Thomson, I.B.M...) progressent de près de 50 % par an...

POUR SUIVRE ET DURCIR L'ACTION

Il n'y a pas besoin de faire l'addition, on voit clairement que la satisfaction de cette revendication essentielle est très largement possible, mais elle va à l'encontre des intérêts des capitalistes constamment à l'affût des profits à réaliser dans les domaines des Postes et des Télécommunications. Notons aussi comme la politique du ministre des P.T.T. sert bien les intérêts de ces requins du capital. C'est pourquoi l'Etat-patron ne satisfera pas de lui-même nos revendications.

Ce n'est pas non plus la négociation qui, à elle seule, les fera aboutir.

C'est seulement si nous l'y obligeons, si nous l'y forçons, nous tous, unis dans l'action à la base, qu'elle cédera.

C'est pourquoi le meilleur moyen de faire céder l'Etat-patron, c'est la lutte, tous unis sur de fermes positions de lutte de classe.

- Pas de salaires inférieurs à 1 200 F !
- Augmentation de 20 points d'indice brut à tous !
- Tout le personnel titulaire !
- Augmentation des effectifs !
- Halte à la mainmise des monopoles capitalistes sur les P.T.T. !

Tous unis à la base et dans l'action !
L'Etat-patron peut payer !

Lettre d'un vieux travailleur

L'Humanité Rouge, dans son dernier numéro a pris résolument position pour un salaire minimum de 1.200 F par mois pour tous les travailleurs en activité, donc 40 F par jour en moyenne. A la suite de l'augmentation constante du coût de la vie, la revendication préconisée par H.R., sa proposition, est juste et c'est sur cette revendication que les travailleurs devraient engager la lutte. Cependant vous voudrez bien me permettre de vous faire remarquer que les 750.000 retraités qui sont les moins favorisés ne perçoivent en moyenne qu'un maximum de retraite de 15 F par jour, toutes retraites comprises et que dans cette catégorie figurent les personnes âgées de plus de 70 ans, donc des personnes physiquement handicapées et en plein déclin dont les besoins sont particuliers et coûteux.

Si les retraités reconnaissent aux travailleurs actifs le minimum de salaire fixé par les organisations syndicales il serait aussi juste de reconnaître aux retraités le minimum de retraite qu'ils réclament depuis des années, soit un 80 % d'un S.M.I.C. qui permette de vivre effectivement.

Travailleurs actifs et retraités, tous unis dans la lutte.

COMMANDEZ

LENINE ET L'ORGANISATION

RECUEIL DE TEXTES DE LENINE

PRIX 6 F - Ajoutez 20 pour cent du prix de la commande pour frais d'envoi.

UNITÉ D'ACTION CONTRE LA RÉPRESSION PATRONALE

Clermont-Ferrand - S. C. P. C. : LA LUTTE CONTINUE...

A l'issue de la dernière grève qui a duré 10 semaines, la direction s'était engagée à ne prendre aucune sanction envers le personnel pour fait de grève. Les grévistes pour leur part avaient convenu qu'ils se remettraient immédiatement en grève si cette décision n'était pas respectée.

Or, aujourd'hui la direction prétend licencier un des éléments les plus combattifs lors de la dernière grève. C'est par la voix d'un huissier envoyé spécialement à l'usine que le travailleur Beaudet s'est vu signifier son licenciement, sous le prétexte fallacieux d'« abandon de son poste de travail », en vérité pour fait de grève. Ce travailleur n'a rien abandonné du tout pour la bonne raison que le lundi 10 juillet, il s'est présenté à 5 heures du matin et a trouvé son atelier fermé à clef. Il a attendu un moment avec un camarade tourneur... et l'atelier n'étant toujours pas ouvert, il est sorti bricoler sur sa voiture.

Voilà la « raison ».

Bien entendu, cette mesure vient à la suite de toute une série de pressions exercées sur ce travailleur. Le patron de la S.C.P.C. est décidément un patron de combat. Il y a un peu plus d'un mois, il appelait les C.R.S. pour briser la grève, aujourd'hui, bafouant sa « constitution de 1958 » il prétend licencier pour fait de grève alors que le droit de grève est reconnu dans celle-ci. La riposte ne s'est pas fait attendre : après un débrayage suivi massivement, la section syndicale C.F.D.T. appelle à la grève. L'ensemble des ouvriers, soit 80 % s'est immédiatement remis en grève le 19 juillet.

La C.G.T. qui s'est honteusement démasquée lors de la dernière grève refuse de soutenir le juste mouvement de lutte contre la répression patronale. La réponse de l'U.D.-C.G.T. en date du 20 juillet, que nous publions dans nos colonnes, à la lettre du secrétaire de l'U.I.B.-C.F.D.T. datée du 19 juillet, — que

nous publions également —, est très significative sur la pratique des valets du capital.

Non seulement, l'« accord » confédéral C.G.T.-C.F.D.T. du 10 juin 1972, — sur lequel nous ne nous faisons aucune illusion —, n'est qu'un chiffon de papier dans la pratique pour ce « secrétaire » de l'U.D.-C.G.T., mais celui-ci nous montre sa haine pour la classe ouvrière en se montrant un fidèle laquais de la bourgeoisie.

Les travailleurs de S.C.P.C. et d'ailleurs ont ainsi l'avant-goût du programme de gouvernement P. « C. » F.-P.S. signé le 26 juin 72, qui déclare notamment au point 4, chapitre 1... « garantir et développer l'exercice du droit syndical dans les entreprises... la protection des travailleurs et des militants contre l'arbitraire, la réintégration obligatoire de ceux qui seraient illégalement licenciés ».

La répression patronale à la veille des vacances s'est poursuivie contre les militants qui ont été à la pointe de la grève. Le 26 juillet un autre ouvrier est licencié, 3 autres ont reçu des lettres recommandées qu'ils ne sont pas allés chercher et qui contiennent certainement l'annonce de leur licenciement. Parmi ceux-ci il y aurait le délégué syndical C.F.D.T. de la S.C.P.C. Aujourd'hui 27 juillet un deuxième débrayage avec occupation du réfectoire a eu lieu.

D'autre part aux élections des délégués du personnel, la C.G.T. a voulu d'abord faire une liste commune avec F.O. (équivalent de la C.F.T. à la S.C.P.C.). Mais à la suite de l'intervention de la section syndicale C.F.D.T. et de la sortie d'un tract intitulé : « A quand la Sainte Alliance C.G.T.-F.O.-C.F.T. ? » La C.G.T. a fait marche arrière.

Luttons contre la répression patronale.

Non aux licenciements.

Réintégration des travailleurs licenciés.

Correspondant H.R.

Lettre de l'Union Départementale C.F.D.T. des Industries Chimiques de Clermont-Ferrand :

Monsieur le Secrétaire de l'Union Locale C.G.T.,
Maison du Peuple,
Place de Liberté,
Clermont-Ferrand.

Cher Camarade,
Un camarade militant vient d'être licencié à l'usine S.C.P.C. Les arguments retenus par le patron ne sont que des prétextes pour liquider un travailleur gênant et trop percutant par son action syndicale.

Une majorité des travailleurs a décidé aujourd'hui 19 juillet, de riposter à ce licenciement par un débrayage à 11 heures qui a été suivi

largement par les équipes du matin et du soir.

Nous apprenons que la section C.G.T., malgré les contacts de la section C.F.D.T., a refusé de s'associer à cette lutte pour la défense d'un militant syndical. L'U.I.B.-C.F.D.T. pense que cette attitude anti-unitaire va à l'encontre des accords confédéraux du 10 juin dernier et s'élève avec force contre ce comportement irresponsable. Nous aimerions connaître le point de vue de l'U.L.-C.G.T. sur l'attitude de la section C.G.T. de S.C.P.C.

Croyez, Chers camarades, en nos sentiments syndicalistes.

Réponse de l'Union Départementale C.G.T. de Clermont-Ferrand :

Monsieur le Secrétaire de l'U.I.B.-C.F.D.T.,
3, rue Maréchal-Joffre,
63.000 Clermont-Ferrand.

Cher Camarade,
Nous avons bien reçu ta lettre concernant la situation à la S.C.P.C. Tout en considérant que tout travailleur, même s'il est placé dans une situation embarrassante doit être défendu, il nous apparaît nécessaire de faire quelques remarques et d'attirer ton attention sur quelques inexactitudes et contradictions contenues dans ta lettre.

Compte tenu de la précarité de la situation de l'entreprise, il aurait été souhaitable d'informer les militants responsables qu'ils aient à éviter de se placer en infraction pour que les organisations ne soient pas placées dans la situation d'avoir à les défendre.

Nous notons au passage que après avoir tout au long de la grève précédente, ni l'autorité des syndicats, au bénéfice du comité de grève, les syndicats sont à nouveau sollicités.

Venons-en au fait. Nous posons comme principe que le syndicat C.G.T. a parfaitement le droit de réfléchir avant de s'associer à une action décidée en dehors de lui et préparée de façon si légère que la participation des travailleurs très infé-

rieure à ce que tu en dis tourne autour de 20 %.

La C.G.T. ne peut être considérée comme une force d'appoint à laquelle on peut faire appel en cas de difficulté.

Autre point, tu te réfères aux accords confédéraux alors que de nombreux militants C.F.D.T. tant à la S.C.P.C. qu'à votre U.I.B. ont déclaré publiquement qu'ils ne se sentaient pas tenus à appliquer ces accords et qu'ils étaient prêts à les remettre en question.

Tu comprendras qu'en présence de telles incohérences, nous soyons extrêmement réservés à engager nos camarades à participer à des actions aventureuses qui rappellent fâcheusement celles que nous avons connues.

Ceci dit, ce ne sont pas les syndicats qui font la grève, ce sont les travailleurs.

Nous sommes prêts à participer à leur information, à leur consultation et à les inviter à appliquer les décisions de la majorité en tenant compte toutefois que St-Gobain cherche le prétexte pour fermer l'entreprise.

Pensant avoir répondu à tes questions, reçois Cher Camarade, nos salutations syndicalistes.

Pour l'U.D. un Secrétaire,
F. MARTINET.

S.E.B. à SELONGEY (Côte-d'Or)

MALGRÉ LES RÉVISIONNISTES

L'UNITÉ FINIRA PAR TRIOMPHER DANS LA LUTTE !

La grève à la Société d'emboutissage de Bourgogne a été particulièrement dure : éclatant dans une usine où le patron connaissait depuis 1936 la douce béatitude de la « paix sociale », elle avait surpris bon nombre de travailleurs de la région, mais avait tout de suite connu un large retentissement (cf H.R. 153 et 154).

Le mercredi 21 juin, les ouvriers occupaient l'usine depuis presque deux semaines, mobilisés à fond pour leurs revendications (amélioration des conditions de travail, salaire minimum à 1220 francs). La mafia Lescure (famille des patrons de la S.E.B. ainsi que de Téfal et Calor) outragée dans son honneur de propriétaires, refusait la discussion, et exigeait la levée des piquets de grève. Qu'est-ce qu'un piquet de grève, sinon un puissant moyen de renforcer l'unité pour la lutte des travailleurs, en mobilisant constamment les plus actifs, en convainquant les hésitants qui viennent aux nouvelles. Le piquet de grève, en empêchant les jaunes de rentrer, en combattant sur le tas les mensonges du patron, assure la mobilisation des travailleurs et évite le pourrissement de

la grève. Le bon sens des grévistes de la S.E.B. exigeait que l'on passe outre aux menaces du patron, et qu'on ne touche pas aux piquets.

Que fait alors la C.G.T. ? Le matin de très bonne heure (avant 6 heures), la poignée d'adhérents du P.-C.-F. dirigeant la section d'usine, courent prévenir la direction qu'ils vont organiser un vote à bulletins secrets sur la levée des piquets. Eux-mêmes vont chercher gaulistes et C.D.R. du coin (jaunes ou grévistes par nécessité) pour qu'ils viennent voter. Les cadres (jaunes pour la plupart) votent aussi. Malgré tout, ce n'est qu'à une très faible majorité (une dizaine de voix) que la levée est décidée.

Dès lors, la direction était en position de force et le lendemain elle s'empressait d'appeler à la reprise, en faisant courir de faux bruits, ce qui créait une certaine confusion chez les travailleurs.

La partie était jouée : une assemblée générale le jeudi 22 au soir décidait à l'unanimité la reprise pour le lundi suivant, voulant terminer la grève par la journée nationale C.G.T.-C.F.D.T. du 23. Les responsables P.-C.-F.-C.G.T. n'étaient pas chauds mais suivirent quand même

et signèrent un tract commun avec la C.F.D.T., reprenant la décision de l'assemblée générale.

Ils avaient saboté la grève, leur ignominie n'allait pas s'arrêter là : le vendredi au matin, alors même que le tract commun était distribué, la poignée de vendus du P.-C.-F. distribuaient un torchon crapuleux appelant à la reprise immédiate ! L'unité des travailleurs prenait un sale coup, la moitié des travailleurs regagnaient leur travail dans la matinée. Ces lâche-bottes du patron trahissant aussi ouvertement leur classe démoralisèrent bon nombre de travailleurs qui sont rentrés la rage au cœur.

Un seul redevenait heureux : le saint père Lescure. Le patron, bienfaiteur de ses ouvriers (selon lui), ne tarda pas à frapper ses brebis égarées : deux ouvriers ont été licenciés dès la reprise (un C.F.D.T. et un non syndiqué, ex-C.G.T.), pour leur rôle actif pendant la grève. Une procédure est engagée contre un des dirigeants C.F.D.T., très populaire parmi les ouvriers (ses fonctions syndicales le protègent, mais Lescure veut sa peau).

Les dirigeants C.G.T., bien sûr, refusant

de lever même le petit doigt contre la répression patronale. Quant à la C.F.D.T., certains de ses militants nous disaient être rentrés démoralisés.

Voilà comment on brise un combat exemplaire : le patron n'y arrivait pas, les vipères cachées au sein de la classe ouvrière y sont arrivées. Mais les vipères pour mordre profitent de l'effet de surprise. Après s'être ainsi démasquées, les traîtres révisionnistes du P.-C.-F.-C.G.T. sont beaucoup moins dangereux. Petit à petit, les ouvriers et les travailleurs reconnaissent les vendus, et rejettent leur emprise. Les communistes marxistes-léninistes ont depuis longtemps commencé le combat contre les traîtres, combat nécessaire pour forger l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie capitaliste et ils continueront dans cette voie !

Arrachons la classe ouvrière au révisionnisme !

Vive l'unité de la classe ouvrière pour le socialisme !

Vive les luttes classe contre classe !

Correspondant H.R.

Malgré les manœuvres et les atro cités du criminel de guerre Nixon LES PEUPLES D'INDOCHINE VAINCRONT

« Ils peuvent faire venir 500 000 hommes, 1 million ou même davantage pour intensifier la guerre d'agression du Sud-Vietnam, ils peuvent utiliser des milliers d'avions pour multiplier les attaques contre le Nord, jamais ils ne pourront ébranler la volonté de fer de l'héroïque peuple vietnamien de combattre l'agression américaine pour le salut national. Il n'est rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté. Après la victoire, notre peuple reconstruira le pays en mieux, en plus grand, et plus beau. »
(HO CHI MINH, le 17 juillet 1966.)

Le 2 septembre dernier, le peuple vietnamien fêtait, au milieu des plus dures épreuves, le 27^e anniversaire de la fondation de la République Démocratique du Vietnam. Le 2 septembre 1945, à la place Ba Dinh à Hanoï, le président Hô Chi Minh proclamait solennellement la naissance de la République Démocratique du Vietnam, et affirmait :

« Le Vietnam a le droit d'être libre et indépendant, et, de fait, est devenu un pays libre et indépendant. Tout le peuple du Vietnam est décidé à mobiliser toutes ses forces spirituelles et matérielles, à sacrifier sa vie et ses biens pour garder son droit à la liberté et à l'indépendance. »

Les vingt-sept dernières années n'ont pas démenti ces paroles du vénéré président Hô. Les impérialistes américains, comme les colonialistes français avant eux, échouent dans leur tentative de domination du Vietnam. Ils sont en train de perdre la guerre. Nixon le sait. Mais il s'entête, parce qu'il n'a en rien renoncé aux objectifs qui sont ceux de l'impérialisme américain : soumettre par la force le peuple vietnamien, asservir la nation vietnamienne.

et poursuites dont ils pourraient faire l'objet (sic !). Il s'agit de « payer



d'avance les amendes » (!). Bien entendu, cette somme colossale ne

NIXON TOUJOURS ARROGANT

A la récente Convention républicaine, tenue à Miami le 24 août (sous la protection de 7 000 policiers auxquels sont heurtés des milliers de manifestants pacifistes), Nixon a déclaré : « Nous ne trahissons pas nos alliés » (c'est-à-dire la clique fantôme de Thieu). Mais par quels moyens ! en déversant des milliers de tonnes de bombes par jour, parce qu'en fait, ces « alliés » très spéciaux ont été purement et simplement installés par les Américains à la tête d'un « gouvernement » contre la volonté de l'immense majorité de la population vietnamienne. La clique de Thieu est à ce point isolée qu'elle vient de prendre un décret-loi sur la presse d'un genre tout à fait nouveau. Selon ce décret, les journaux devront payer une caution de 20 à 50 millions de piastres saïgonnaises pour faire face aux éventuelles amendes

LISEZ " PÉKIN - INFORMATION "
— HEBDOMADAIRE POLITIQUE D'INFORMATION —
L'exemplaire : 0,35 F
ABONNEMENT : 1 an, 14 F - 2 ans, 21 F - 3 ans, 28 F
Ecrire à : GUOZI SHUDIAN, B.P. 300, Pékin
(ou par notre intermédiaire)

ALBANIE AUJOURD'HUI
REVUE POLITIQUE ET D'INFORMATION
ABONNEMENT : 1 an, 20 F
L'exemplaire : 3,30 F
Ecrire à : Drejtoria Qëndrore e Përhapjes librit,
Rruga Konferenca e Pëzës, TIRANA (ALBANIE)
ou par notre intermédiaire

pourra pas être versée par les quelques journaux qui faisaient allusion, dans leurs colonnes, au sentiment d'indépendance et au patriotisme des Vietnamiens. Plusieurs d'entre eux ont déjà cessé de paraître. Telle est la « démocratie » que protègent les B 52 de Nixon!

BOMBARDEMENT SYSTEMATIQUE DES DIGUES
Le visage de bête immonde de l'impérialisme U.S. est mis à nu.
Au nord du Vietnam, le plan américain de bombardement des digues est

bombardements visent surtout la partie concave des digues, celle qui doit supporter la plus grande pression lors de la crue. Dans le même temps, les bas-côtés de la digue sont bombardés, de façon à provoquer des fissures sous la digue. Les écluses (régulant tout le système d'écoulement des hautes eaux) sont particulièrement visées. Enfin, preuve suprême d'un plan méthodiquement préparé, c'est la partie orientale du Delta du Fleuve Rouge qui est surtout bombardée, c'est-à-dire là où la rupture des digues provoquerait les plus gros dégâts et les plus importantes pertes humaines.

Il s'agit donc bien d'un plan criminel minutieusement élaboré, d'un acte de barbarie consciemment perpétré.

DES VILLES ENTIEREMENT RASEES...
Par ailleurs, au nord comme au sud, les bombardements ont atteint une rare violence. Les fascistes américains s'acharnent maintenant sur les villes, grandes et petites.

Au nord, les quartiers les plus peuplés de Hanoï, Haiphong, Nam Dinh ont été complètement détruits. Des chefs-lieux de province tels que Hon Gai, Ninh Binh, Hai Tinh, Dong Hoi, et des dizaines de communes ont été complètement anéantis par les bombes américaines, ainsi que la ville de Vinh.

Au sud, les villes et régions récemment libérées sont pilonnées. Quang Tri a reçu des milliers de tonnes de bombes et est pratiquement détruit.

ECHEC A L'AGRESSION
Les bombes américaines ne parviennent pas et ne parviendront jamais à ébranler la détermination de l'héroïque peuple vietnamien à combattre pour son indépendance, sa liberté et la réunification de sa patrie. Après six mois, l'offensive des forces patriotiques se poursuit : celles-ci viennent de démontrer qu'elles sont toujours capables, malgré les bombes, de déclencher des attaques sur tous les fronts. La « vietnamisation », dont l'ossature a été définitivement brisée, est au bord de la faillite totale. Le pouvoir révolutionnaire s'est installé dans de nouvelles régions qui comprennent 2 millions d'habitants.

La victoire appartient au peuple vietnamien.

Nixon et les yankees paieront pour tous leurs crimes odieux.

Préparons-nous à soutenir plus concrètement la lutte héroïque du peuple vietnamien et à contribuer à arrêter le bras du criminel de guerre Nixon!

clairement démontré. Des observateurs venus du monde entier (y compris des Américains) ont constaté l'entreprise criminelle de Nixon. Dans les semaines qui viennent, la vie de millions d'hommes va dépendre de la résistance de digues contre lesquelles les bombardiers américains ont lancé 177 attaques, creusant d'immenses cratères, endommageant des milliers de kilomètres de digues, détruisant de nombreux tronçons de digues côtières, ainsi que des écluses, endommageant gravement de nombreux barrages (dont ceux de Thac Ba et de Bai Thuong, qui sont parmi les plus grands du Nord-Vietnam). Le ministère des Affaires étrangères de la R.D.V.N. a nettement déclaré le 8 août dernier : « Le plan perfide des gouvernants américains est de réduire la résistance des digues avant la saison des crues, d'entraver les travaux de réparation, pour provoquer éventuellement de grandes inondations au moment des crues sans en paraître être directement les auteurs. »

Les observateurs étrangers venus se rendre compte des dégâts ont pu constater que la destruction des digues était méthodiquement entreprise aux points les plus sensibles, là où les conséquences seraient les plus catastrophiques. Les

bombardements visent surtout la partie concave des digues, celle qui doit supporter la plus grande pression lors de la crue. Dans le même temps, les bas-côtés de la digue sont bombardés, de façon à provoquer des fissures sous la digue. Les écluses (régulant tout le système d'écoulement des hautes eaux) sont particulièrement visées. Enfin, preuve suprême d'un plan méthodiquement préparé, c'est la partie orientale du Delta du Fleuve Rouge qui est surtout bombardée, c'est-à-dire là où la rupture des digues provoquerait les plus gros dégâts et les plus importantes pertes humaines.

DES VILLES ENTIEREMENT RASEES...
Par ailleurs, au nord comme au sud, les bombardements ont atteint une rare violence. Les fascistes américains s'acharnent maintenant sur les villes, grandes et petites.

Au nord, les quartiers les plus peuplés de Hanoï, Haiphong, Nam Dinh ont été complètement détruits. Des chefs-lieux de province tels que Hon Gai, Ninh Binh, Hai Tinh, Dong Hoi, et des dizaines de communes ont été complètement anéantis par les bombes américaines, ainsi que la ville de Vinh.

Au sud, les villes et régions récemment libérées sont pilonnées. Quang Tri a reçu des milliers de tonnes de bombes et est pratiquement détruit.

ECHEC A L'AGRESSION
Les bombes américaines ne parviennent pas et ne parviendront jamais à ébranler la détermination de l'héroïque peuple vietnamien à combattre pour son indépendance, sa liberté et la réunification de sa patrie. Après six mois, l'offensive des forces patriotiques se poursuit : celles-ci viennent de démontrer qu'elles sont toujours capables, malgré les bombes, de déclencher des attaques sur tous les fronts. La « vietnamisation », dont l'ossature a été définitivement brisée, est au bord de la faillite totale. Le pouvoir révolutionnaire s'est installé dans de nouvelles régions qui comprennent 2 millions d'habitants.

La victoire appartient au peuple vietnamien.

Nixon et les yankees paieront pour tous leurs crimes odieux.

Préparons-nous à soutenir plus concrètement la lutte héroïque du peuple vietnamien et à contribuer à arrêter le bras du criminel de guerre Nixon!

Marc LAURENT.

A GEORGETOWN (GUYANE)

BRILLANT SUCCES DU PEUPLE CAMBODGIEN

A.K.I., 12 août 1972. — Le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchea a été admis, le 10 août, par une majorité écrasante des voix, comme le seul représentant légal et légitime du Kampuchea à la Conférence des ministres des Affaires Etrangères des pays non-alignés tenue à Georgetown (Guyane). La délégation de l'administration félonne de Phnom-Penh, qui attendait à l'hôtel Pégasus, devait plier bagages.

Le peuple du Kampuchea exprime sa profonde et sincère gratitude aux pays qui ont voté l'admission du G.R.U.N.C. comme étant le seul représentant légal et authentique du Kampuchea à la Conférence, rendant ainsi justice à la cause sacrée de libération nationale du peuple du Kampuchea et réaffirmant leur solidarité avec le peuple du Kampuchea qui lutte avec abnégation contre l'agression des impérialistes U.S., leurs valets de Saigon, Bangkok et les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, In Tam de Phnom-Penh.

peuple du Kampuchea sur l'arène internationale.

Par contre, le fait que la Conférence a refusé l'admission de la délégation des traîtres de Phnom-Penh à la Conférence est un échec lamentable, irrémédiable des impérialistes U.S. et leurs chiens courants, les traîtres de Phnom-Penh.

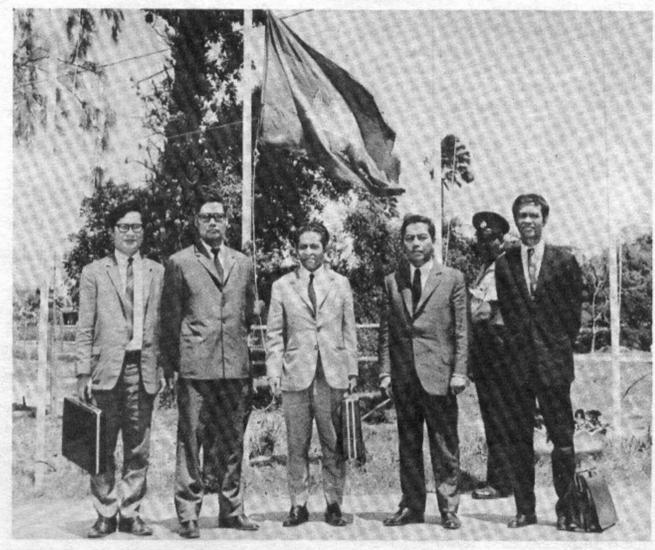
C'est là un rude coup porté à la politique des impérialistes U.S. et de leurs complices consistant à s'accrocher à la charogne Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, In Tam et un avertissement lancé à messieurs les impérialistes U.S. et leurs suivistes : s'ils poursuivent avec obstination la politique hostile au F.U.N.K. et au G.R.U.N.C., ils connaîtront le même sort que celui des traîtres de Phnom-Penh et ils feront l'objet des condamnations de plus en plus sévères de la part des peuples épris de paix, de justice et de progrès social dans le monde.

La victoire remportée par le peuple du Kampuchea est aussi une victoire de la justice, du mouvement de libération nationale, de la détermination de s'opposer au colonialisme, au néo-colonialisme, à l'agression et à la politique de diktat.

Il s'agit là d'une nouvelle victoire éclatante de la politique d'indépendance nationale, de paix, de neutralité, de non-alignement, de solidarité, d'amitié du F.U.N.K. et du G.R.U.N.C. avec tous les pays épris de paix et de justice. Cet événement prouve, une fois de plus, que le prestige du F.U.N.K., présidé par Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, et du G.R.U.N.C. ayant Samdech Penn Nouth comme Premier ministre et M. Khieu Samphan comme vice-Premier ministre, ne cesse de se relever sur l'arène internationale.

Les victoires prodigieuses remportées successivement par le peuple du Kampuchea et ses F.A.P.L.N. au cours d'une période relativement courte, la ligne politique judicieuse du F.U.N.K. et du G.R.U.N.C., la réputation de patriote intransigeant dont jouit Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, dans le monde, l'union solide au sein du F.U.N.K. sont à la base de cette éclatante victoire du

L'admission du G.R.U.N.C. à la Conférence des ministres des Affaires Etrangères des pays non-alignés à Georgetown constitue un soutien inestimable, une aide précieuse pour le peuple du Kampuchea et l'encourage puissamment à aller de l'avant dans sa lutte révolutionnaire sans acceptation de compromis ni esprit de recul pour chasser jusqu'au dernier tous les impérialistes U.S. agresseurs, les fantoches de Saigon et de Bangkok, du Kampuchea et liquider tous les traîtres, Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, In Tam et édifier un nouveau Kampuchea indépendant, souverain, pacifique, neutre, démocratique, prospère dans son intégrité territoriale et dans ses frontières actuelles, sans aucune ingérence étrangère.



La délégation du Cambodge à la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des pays non-alignés à Georgetown. Photo prise le 10 août 1972 à 13 heures, quelques instants après la décision de la Conférence d'admettre le G.R.U.N.C. comme seul représentant du Cambodge et au moment où le drapeau national cambodgien est hissé parmi ceux des 70 pays représentés à la Conférence.

De gauche à droite : M. CHING KOK HOUR, secrétaire de la délégation ; M. VAN PINY, vice-ministre des Affaires Etrangères du G.R.U.N.C. et vice-président de la délégation ; M. CHAN YOURAN, Ministre de l'Education du G.R.U.N.C. et Président de la délégation ; M. CHEM SGNUM, Ambassadeur du Cambodge à Alger, membre de la délégation ; M. OK SAKUN, Chef de la Mission du G.R.U.N.C. à Paris, membre de la délégation.

SAMDECH NORODOM SIHANOUK EN ALBANIE ET EN ALGERIE

DECLARATION DU CHEF D'ETAT KHMER A TIRANA (extrait)

« Certains gouvernements étrangers, complices de l'impérialisme U.S., appellent le "Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchea" « gouvernement en exil » et justifient ainsi leur choix d'entretenir des relations diplomatiques avec le régime de la clique traîtresse de Lon Nol à Phnom Penh que ces gouvernements considèrent comme incarnant l'Etat cambodgien.

Cela relève d'une flagrante injustice, parce que :

— Primo, onze membres du G.R.U.N.C. se trouvent à l'intérieur même du Cambodge ;

— Secundo, grâce au combat victorieux de son armée populaire de libération nationale, le G.R.U.N.C. administre, à l'heure actuelle, plus de 8/10^e du territoire du Cambodge, alors que la fausse et illégale « République » de Lon Nol ne contrôle que 2/10^e de ce territoire et encore avec l'aide des forces terrestres du général Sud-Vietnamien Nguyen Van Thieu, marionnette de l'impérialisme U.S., et la protection de l'aviation et de la marine U.S., sans compter quelques unités thaïlandaises ;

— Tertio, le Pouvoir Populaire s'est installé définitivement dans la très vaste zone libérée et administrative, à l'heure présente, cinq millions de citoyens et citoyennes sur les sept millions que compte le Cambodge dans son ensemble.

Il est incontestable que le G.R.U.N.C. est seul à incarner l'Etat cambodgien

parce que, non seulement il symbolise la volonté du peuple cambodgien de ne jamais laisser l'impérialisme U.S. satelliser le Cambodge et les Lonnoliens fascistes de l'opprimer, mais encore il contrôle et administre la quasi-totalité du territoire national (à l'exception de quelques villes, derniers repaires des traîtres et derniers bastions du néo-colonialisme américain) et il dispose de tous les attributs de l'Etat (territoire, administration, armée et présence effective de la majorité de ses membres à l'intérieur du pays même).

La République Populaire d'Albanie et près de trente autres Etats souverains tiennent largement compte de ces faits incontestables et n'ont pas hésité à accorder leur reconnaissance de jure au G.R.U.N.C.

Le peuple cambodgien leur restera éternellement reconnaissant pour cet acte si noble de justice et de soutien effectif à sa juste cause, laquelle triomphera à coup sûr grâce à l'héroïsme de ses combattants et à ce soutien extrêmement important des amis sûrs.

Le problème cambodgien est le même que celui du Vietnam et du Laos en ce sens qu'il s'agit, dans toute l'Indochine, d'une agression et d'une entreprise de néo-colonisation de nos trois pays par l'impérialisme U.S. dont le chef actuel est Richard Nixon, encore plus perfide, plus cruel et plus obstiné que son prédécesseur Johnson ».

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

NANCY : (Suite aux arrestations de Marcel Grandmougin et autres camarades)

COLLUSION PATRON-FLIC

(LETTRE D'UNE OUVRIÈRE MARXISTE-LENINISTE)

Chers Camarades,

Je suis ouvrière à Potalux, entreprise d'alimentation située dans la banlieue nancéenne. Je voudrais porter à la connaissance de tous les ouvriers sympathisants et lecteurs de notre journal les faits suivants :

Mardi 4 juillet, je suis convoquée aux Prudhommes. J'ai en effet porté plainte contre mon employeur M. Barbier, pour mise à pied abusive.

A 17 heures, M. Blanchard, chef du personnel de Potalux, flanqué de son avocat, et moi-même pénétrons dans la salle des conciliations.

Le représentant des patrons prend la parole :

— Mlle X..., veuillez exposer l'objet de votre plainte.

— J'ai été mise à pied pendant 3 jours, sans solde ni préavis, pour « rendement insuffisant ». Je travaille depuis 7 mois dans l'entreprise ; j'ai subi une période d'essai d'un mois, à la suite de laquelle j'ai été embauchée définitivement. N'ayant pas varié dans mon travail, j'estime cette mise à pied totalement abusive et je réclame le paiement intégral des 3 jours perdus.

— Le représentant des patrons : Une mise à pied pour un tel motif est une mauvaise chose. La seule ressource de votre employeur est le licenciement avec préavis d'un mois dû à votre ancienneté.

— M. Blanchard et son avocat : Voici 2 semaines, 2 inspecteurs de la P.J. sont venus chercher cette personne. Ils l'ont ramenée au bout d'une heure et demi à l'usine. A la suite de quoi, elle s'est permis le lendemain de reprocher au chef du personnel, ici présent, d'avoir été le principal responsable de son arrestation, ainsi que de la perte d'une heure et demi de salaire. Depuis, son rendement est devenu à tel point insuffisant que son employeur a été obligé de lui infliger cette sanction plus que méritée !

— Replaçons les faits dans leur contexte véritable : mercredi 21 juin à 15 h, je travaille à l'imprimerie de l'usine. Le conducteur de machines reçoit un appel téléphonique de la part de M. Blanchard. Je suis priée de descendre d'urgence dans son bureau. De prime abord, je suis surprise. D'habitude, lorsqu'une ouvrière est convoquée par la direction, elle est appelée au moyen de l'interphone, branché dans toute l'usine. Pensant qu'il était arrivé quelque chose à ma fille âgée de 2 ans et demi, je cours au bureau.

Là, près de M. Blanchard, se trouvent 2 hommes en civil.

— Vous les connaissez ?

Je réponds : non.

— Ce sont 2 messieurs de la P.J. Ils viennent vous chercher !

Aussitôt, je demande à voir leurs papiers ainsi que leur mandat d'amener. Ils n'ont ni l'un, ni l'autre. Je refuse donc de les suivre et m'apprête à retourner au travail. C'est alors qu'ils me saisissent à bras le corps et me jettent de force dans leur voiture, tout en jappant :

— On va t'en foutre d'un mandat d'amener ! et s'adressant à M. Blanchard qui les regarde faire, les bras croisés, le sourire aux lèvres :

— Vous voyez la vermine que c'est !... on vous avait prévenu !...

J'ajoute que tout au long du parcours, ils n'ont cessé de m'insulter et de me provoquer :

— Ferme-la ou tu vas avoir mon poing sur la gueule !... on a été faire un tour chez toi (sans mandat de perquisition !), on a trouvé 2 macaques : lequel est ton maquereau ?... on va te foutre au trou ! avec les tracts du P.C.M.L.F. qu'on a trouvé, tu as ton compte ! (je dois préciser que ce genre de tracts est distribué régulièrement dans les boîtes aux lettres de mon quartier).

Au bout d'une heure d'interrogatoire au siège de la P.J., voyant que je refusais de répondre à toute question, ces « messieurs » m'ont finalement reconduite à l'usine, en minaudant :

— Vous voyez, on est gentil ; vous n'avez rien à vous reprocher, alors on vous ramène sur place.

Le lendemain, je suis allée « remercier » M. Blanchard de m'avoir livrée à ces louches individus, qui, n'ayant aucun papier, pouvaient être n'importe qui. Je lui ai fait remarquer qu'il s'était servi de son grade de chef du personnel pour m'éloigner de mon lieu de travail (me privant ainsi du témoignage de mes camarades) et se faire le complice de cet enlèvement forcé.

M. Blanchard m'a alors déclaré :

— Je ne tiens pas à garder dans mon usine une communiste ! je vais vous licencier immédiatement !

Je lui ai fait observer qu'il avait, certes, le pouvoir de me licencier, mais qu'il me devait auparavant 1 mois de préavis.

Après m'avoir insultée :

— « Larve, pavé, sale maöiste, sale communiste, athée... », calomniée auprès de mes camarades :

— elle est à la solde des puissances étrangères ; on a trouvé des noirs à poil chez elle... »

Surveillantes, contremaîtres, chef du personnel et P.D.G. ont décidé de me faire sceller des sachets à longueur de journées. D'ordinaire, l'ouvrière installée à la scelleuse est relayée au bout de 3 ou 4 heures maximum, tant ce travail fait mal au dos et aux jambes !

Voyant que, malgré toutes ces contraintes, je n'avais pas du tout l'intention de prendre mon compte, et que mes camarades — à qui on interdisait formellement de me parler — me témoignaient toute leur sympathie, le contremaître est venu me trouver, insinuant que mon rendement était insuffisant.

Une fois de plus, j'ai refusé de me laisser intimider par cette nouvelle manœuvre... Et c'est à la suite de cela que j'ai eu 3 jours de mise à pied !

— Le représentant patronal, reprenant la parole :

Je vous conseille, M. Blanchard d'en rester là. Payez-lui ses 3 jours ! Aucune mise à pied ne peut se justifier pour un rendement insuffisant.

— M. Blanchard, blême de rage : nous refusons de lui payer ses 3 jours !

— Le représentant patronal, mal à l'aise : je vais donc vous faire citer en jugement. Croyez-moi, j'aurais préféré que cela se règle à l'amiable. Je regrette vraiment que vous ne m'ayez pas écouté...

... Je repasserai donc au tribunal des Prudhommes le 27 septembre 72.

Chers Camarades, je tiens à ce que les travailleurs qui lisent notre journal sachent de quelle façon les bourgeois traitent les ouvriers révolutionnaires ; qu'ils comprennent combien la collusion patrons-chefs-flics est une réalité. Actuellement, les mesures fascistes s'abattent sur les plus avancés d'entre nous ; mais demain ?

Ces faits montrent la nécessité pour les travailleurs de rejoindre l'avant-garde marxiste-léniniste. Pour conjurer le fascisme, il faut faire la révolution !

« Lorsque l'ennemi nous attaque, c'est une bonne et non une mauvaise chose. Cela prouve que nous sommes sur le bon chemin ».

Vive la révolution prolétarienne !
Vive la dictature du prolétariat !

Salut fraternel,
Une ouvrière révolutionnaire.

BOUCHES - DU - RHONE A bas l'esclavage des ouvriers immigrés

Une douzaine de travailleurs immigrés sont exploités sur un chantier de construction de villas. L'entreprise est dirigée par un prétenom, employeur occasionnel (expression employée sur les fiches de paie), en réalité ceux qui financent ce chantier et saignent les travailleurs sont cachés en coulisse.

Le 10 juin, un travailleur algérien, père de 5 enfants est licencié. Motif ? « Il demande trop ». Quelle hypocrisie ! quelle malhonnêteté ! Décidément les exploités sont tous plus coquins les uns que les autres.

— Est-ce demander trop que d'exiger que le salaire réel soit porté sur la feuille de paie ? Par exemple, un maçon très qualifié gagnant 1.200 F par mois est déclaré 550 F.

— Est-ce demander trop que d'exiger le paiement des heures supplémentaires ?

— Est-ce demander trop que d'exiger un minimum de sécurité ?

— Est-ce demander trop que d'exiger des conditions de travail, moins déplorables ? (même pas de grue pour porter le matériel, tout se fait manuellement).

— Est-ce demander trop que de revendiquer des vestiaires, un chauffage pour préparer le repas ?

Parlons du chef de chantier. Il se promène à droite ou à gauche, ne vient que pour gueuler, traiter les travailleurs de fainéants et les licencier, s'ils lèvent la tête.

Les travailleurs font 52 heures de travail pénible par semaine, le chef de chantier en fait la moitié... de présence uniquement.

— Il s'approprie un pourcentage sur la paie qu'il donne aux travailleurs.

— Il embauche les maçons à la tâche et 15 jours après, en maintenant les mêmes cadences de travail, les met au taux horaire.

— Il ne paie jamais les congés aux travailleurs licenciés.

Le larbin et ses patrons se croient encore au moyen-âge. Les travailleurs Nord-Africains sont des esclaves pour ces messieurs.

Mais que ces exploités et tous leurs semblables se mettent bien dans leur petite tête que les temps ont changés. LA OU IL Y A OPPRESSION, IL Y A REVOLTE !

Les travailleurs immigrés ont compris que seule la lutte unie avec les travailleurs français pourra les aider à améliorer leur sort.

Il n'y a en France qu'une classe ouvrière formée de travailleurs de toutes races, une classe ouvrière qui renversera un jour le système capitaliste et instaurera sous la direction de l'avant-garde de classe, une société nouvelle, qui changera radicalement sa condition.

Soutenons le combat de nos frères immigrés !

Travailleurs immigrés, travailleurs français, une seule classe ouvrière !

Correspondant H.R.
PROVENCE.

MONTPELLIER-LA PAILLADE

Ignoble racisme

A la fin du mois de juillet, son travail étant terminé, un travailleur algérien rentre au « foyer » de Montpellier-La Paillade. Une voiture tente de l'accrocher et les deux individus qui l'occupent l'injurient et le menacent.

Arrivé face au foyer, quatre autres individus le font tomber à terre et lui donnent des coups ; ils sont armés de couteaux et de coups de poing américains.

L'ouvrier algérien se défend en lançant une pierre qu'il a eu le temps de ramasser mais ne doit son salut qu'à la fuite vers le foyer.

La police de La Paillade, connue pour ses « exploits » contre les jeunes, intervient, empêchant les travailleurs du

foyer de porter secours à leur camarade. Les seules plaintes qu'elle consent à enregistrer sont celles des agresseurs !

Le travailleur agressé va porter plainte à Montpellier où... il est arrêté après un coup de fil à La Paillade. Il passe la nuit au commissariat et n'est relâché que lorsque la police s'est assurée que ses agresseurs ne sont pas blessés !

En outre, elle perquisitionne au foyer, forçant même une porte afin d'intimider les travailleurs.

Inutile de préciser qu'aucun des agresseurs n'a été arrêté ou même inquiété.

Les travailleurs immigrés ne prennent le travail de personne ; leur venue en France est le fait d'un patronat et d'un gouvernement qui y voient l'occasion de

profits accrus. Ils ont tout intérêt, à l'aide de discriminations diverses, à diviser par le racisme les travailleurs des différentes nationalités. Les travailleurs immigrés subissent toutes les injustices dans leur travail, leur logement et dans leur vie de tous les jours.

Il est de notre devoir de dénoncer le racisme dont ils sont victimes et de l'écraser, comme le capitalisme dont il est l'une des conséquences.

Il est également de notre devoir de dénoncer la police comme l'un des corps de l'Etat de plus en plus fasciste, afin de diviser et d'opprimer les travailleurs davantage.

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

A propos de
l'Anesthésie
par
Acupuncture

L'exemplaire : 4,50 F
E. 100
Editions du Cantanale - B.P. 120 75962
PARIS - CEDEX 20
ou par notre Intermédiaire.

EXPLOITATION ÉHONTÉE DES BUCHERONS

Pour bien comprendre l'exploitation des artisans bûcherons, je vais faire la comparaison entre son salaire net d'une part, et la plus-value empochée par le patron d'autre part.

Bilan des frais annuels de l'artisan bûcheron :

Frais tronçonneuse	2 000 F
Chaîne	900 F
Entretien du matériel	300 F
Essence : 3 F/jour	900 F
Impôts	1 200 F
Assurances accidents	1 880 F
Assurances maladie	900 F
Vêtements - chaussures	580 F
Total	8 660 F

Ainsi, sur 300 jours de travail par an, l'artisan a 28,90 F de frais journaliers.

De plus, le lieu de travail se trouvant souvent éloigné de son logement, le bûcheron doit prendre pension : soit à payer en plus 23 F/jour.

Ainsi, chaque jour, le bûcheron a 51,90 F de frais de travail.

Voyons maintenant son salaire.

Sur chaque m3 de bois abattu, écorcé et cubé le tâcheron touche 15 F.

En un jour (pour 9 h de travail), il abat en moyenne (été et hiver) 6 m3 de bois, soit un gain de 90 F brut et (90 F - 51,90 F) = 38,10 F net.

Ainsi, pour une heure de travail, le bûcheron perçoit 4,20 F ; pour 1 m3 de bois abattu et écorcé, il touche 6,35 F net.

Donc l'artisan bûcheron ne touche guère plus que le S.M.I.C., sans congés payés, sans indemnités maladie.

Voyons les gains exorbitants du patron :

Dépense du patron par m3 de pin	
Achat au paysan sur pied	80 F
Abattage - écorçage - cubage : bûcheron	15 F
Débardage (mise en bordure de route)	12 F
Transport de la route à la scierie	13 F
Sciage (ouvrier scieur)	
40 F/jour pour 2 m3	20 F
Frais de matériel et autre	20 F
Total	160 F

1 m3 de pin est vendu scié 300 F, soit 140 F de plus-value par m3 de bois.

D'un côté nous voyons le patron qui sans travail pour 1 m3 de bois empoche 140 F net, tandis que le bûcheron qui a le risque touche 6,35 F/m3.

De plus, diverses méthodes permettent au patron de rouler le bûcheron.

Si le tâcheron n'arrive pas à faire le rendement prévu par le contrat, il touche 10 % de moins par m3, soit 13,50 F brut et 4,85 F net/m3.

Bien sûr, le patron ne diminue pas le prix du bois à la vente.

Lorsque les arbres sont dépointés au cours du débardage, c'est-à-dire du transport, le cubage est réduit, car le patron prend en charge après le débardage...

Les risques du métier pour le bûcheron.

Les risques d'accidents sont nombreux, il faut aller vite pour faire le rendement prévu par le contrat.

Les accidents peuvent arriver au cours de l'abattage, du transport ou de la manutention à la tronçonneuse.

Le travail est d'autre part rendu difficile et risqué avec le mauvais temps : les orages rendent le terrain glissant.

Lorsqu'il pleut les mouvements sont maladroits.

Cependant le tâcheron doit travailler par n'importe quel temps s'il veut remplir son contrat. Il travaille sous la pluie, la neige, pendant les orages.

Les risques de mort par accident sont multipliés du fait que le tâcheron travaille souvent seul.

En plus, il doit travailler même s'il est malade, car il ne perçoit pas de salaire maladie, étant artisan.

Uniquement en cas d'accident, il perçoit 30 F d'indemnités par jour en donnant 1 880 F par an.

En conclusion, Le petit artisan tâcheron est beaucoup plus près de l'ouvrier que du patron. Pour s'en sortir les artisans tâcherons doivent lutter aux côtés des ouvriers.

Les conditions terribles faites aux artisans tâcherons sont sensiblement les mêmes que celles qui sont faites aux ouvriers tâcherons.

Donc leur lutte doit se faire aux côtés de la classe ouvrière pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Un bûcheron qui après de mûres réflexions d'une année rejoins le combat des marxistes-léninistes.

Larzac :

Ouvriers et paysans apprennent à se connaître

Rodez, 14 juillet 1972. Plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent contre l'extension des camps militaires dans la région du Larzac qui entraîne l'expropriation d'une centaine de petits exploitants agricoles. (Motif avancé : leurs exploitations ne sont pas rentables.)

Ce qui n'était dans un premier temps qu'une révolte contre l'expropriation devint rapidement une lutte politique. (La présence de jeunes militants ayant répondu à l'appel des paysans et les échanges qui s'ensuivirent ne sont pas étrangers à cette évolution.) Elle se manifesta d'abord sous la forme d'une protestation antimilitariste, mais elle vit surtout les paysans sortir de leur isolement et de la méconnaissance dont ils témoignaient à l'égard de la condition ouvrière.

Durant cette période, en effet, une grève avait été engagée par les ouvriers d'une usine de pantalons

de la région de Rodez ; les paysans ont pu, à la demande des ouvrières qui occupaient l'usine, venir se rendre compte sur place des conditions réelles de travail sur une chaîne.

Ainsi d'une part, les paysans qui considéraient comme des privilégiés les ouvriers, bénéficiant de congés payés, d'horaires de travail et de salaires fixes, ont acquis une vue plus juste de ce qu'est la condition ouvrière ; cependant que les ouvrières ont cessé de considérer les paysans comme des travailleurs jouissant d'une entière liberté dans l'organisation de leur travail, ce qui, vu la concurrence et les exigences du marché, ne saurait être d'une fiction.

C'est donc un bilan positif que l'on peut dresser à la suite de ces échanges qui ont permis aux exploitants agricoles comme aux ouvrières de voir où étaient leurs alliés et leur ennemi commun.

Richemont (Auvergne) :

LA JUSTE COLÈRE DES PAYSANS

En Auvergne comme dans toute la France, la bataille du lait fait rage. Les paysans en ont assez qu'on leur achète le lait à des prix de misère : 0,50 F le litre. Ils réclament aux trusts laitiers 0,59 F par litre (le prix est passé de 0,60 F cet hiver à 0,50 F actuellement).

Le mardi 18 juillet, la nouvelle s'est répandue rapidement dans l'usine Riches Monts (trust regroupant la société Yoplait et la Coopérative laitière d'Auvergne) : les paysans bloquent les citernes de lait à l'entrée de l'usine. Par la voix d'un délégué, les travailleurs ont immédiatement adressé leur solidarité aux paysans massés à l'entrée ; et, à midi, tout le monde mange au réfectoire de l'usine, ouvriers et paysans réunis. Comme le disent les paysans : « On sait bien que les profits sur le lait, c'est pas vous qui les empochez, ce sont les patrons. » Pour les ouvriers comme pour les paysans, l'ennemi est le même : le trust laitier.

Du côté de la direction, ça panique dur : les citernes de lait restant bloquées à l'entrée, elle a fini par recevoir une délégation de paysans. Mais ces derniers ne se sont pas laissés faire : « C'est 0,59 F le litre où le lait ne rentrera pas ! » En fait, dès le début de l'action, la direction a déjà pris ses dispositions et, en début d'après-midi, un important contingent de gardes mobiles (9 cars) armés jusqu'aux dents (grenades, fusils lance-grenades, matraques) prennent position au portail d'entrée de l'usine. C'est le début d'une semaine d'occupation de l'usine par les forces de répression.

Mais ce ne sont pas les forces de répression de la bourgeoisie qui vont impressionner les paysans : « Si on ne peut pas bloquer l'entrée de l'usine, on arrêtera les citernes en cours de route. » D'ailleurs, le jour même, la radio annonce que des citernes de lait ont été vidées en cours de route. C'est cette forme d'action qui continue maintenant : dernièrement, dans la région de Lezoux, des manifestants ont arrêté une citerne ainsi que la voiture qui escortait le camion. Les passagers du

véhicule, chargés de la surveillance du camion, se sont vu offrir une « coupe de cheveux » gratuite.

Cette action aura dissipé bien des illusions chez les producteurs de lait. Par exemple, ces paysans qui expliquaient à la sortie de l'usine : « Sur le prix du lait, on nous retient une certaine somme pour financer l'achat de matériel de la Coopérative. Pour une machine de 100 millions par exemple, on en paye 20 millions. Alors, c'est comme si on était chez nous ici. » Ce sont les C.R.S. qui leur ont répondu ! La vérité, c'est que la « Coopérative », c'est la propriété d'une poignée de gros actionnaires, de capitalistes qui exploitent les petits paysans et les ouvriers.

A Riches Monts, les gardes mobiles ont occupé l'usine durant toute la semaine. Pendant toute la semaine, installés à l'intérieur de l'usine, ils sont venus narguer les travailleurs jusque dans les ateliers de travail, ils ont pillé systématiquement les distributeurs de sandwiches et de boissons ! Dans l'usine, le mécontentement était grand mais l'absence d'un authentique syndicat de lutte de classe s'est fait durement sentir. Jamais la riposte n'a pu être organisée. La section locale C.G.T. s'est montrée à la hauteur de sa réputation puisque jamais tout au long de l'action elle n'a entrepris de mobiliser l'ensemble des travailleurs, se contentant de sortir un tract complètement démobilisateur. Mais ce qui est sûr, c'est que les travailleurs de Riches Monts n'oublieront pas de sitôt les événements de cette semaine et qu'ils en ont déjà tiré les conclusions. De même, d'ailleurs, que les travailleurs du chantier voisin qui, tout au long de la semaine, sont venus apporter leur soutien aux travailleurs de Riches Monts comme aux paysans.

Sans doute reverrons-nous bientôt les paysans à la porte de l'usine, et que se renforcera la solidarité active entre les ouvriers et les paysans.

Les flies hors des usines !
Ouvriers-paysans, un même ennemi : la bourgeoisie capitaliste !

DÉJA PLUS DE 1000 EXEMPLAIRES
VENDUS EN AOUT !

PROCUREZ-VOUS SANS TARDER,

“ FACE
AU GAUCHISME
MODERNE ”

Prix 3 F : — Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'expédition.

AFFICHER H. R.

ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

Nous ne connaissons que quelques pays où les prix ne cessent de diminuer alors que les salaires réels augmentent : les pays vraiment socialistes où c'est la classe ouvrière qui commande. Comme en Albanie, par exemple, où depuis vingt-cinq ans les travailleurs ont connu douze baisses générales des prix, celle de 1969 ayant vu certains produits diminuer de 80 %... Et pendant ce temps les salaires sont restés stables alors que les impôts disparaissent complètement et que les remboursements de Sécurité sociale doublent tous les cinq ans !

Ajoutons que c'est évidemment en été, quand la classe ouvrière ne peut guère riposter par des grèves unies, que le gouvernement des banquiers et des industriels fait ses mauvais coups. Cela doit nous faire réfléchir : c'est bien des usines

que partent les coups que l'ennemi de classe redoute vraiment.

Alors, n'est-ce pas clair ? Il nous faut :

— Lutter unis à la base et dans l'action pour l'augmentation non hiérarchisée des salaires et les 1200 F minimum indispensables pour vivre.

Et aucune élection ne doit être un prétexte pour retarder ou amolir les grèves que nous déciderons de mener pour cela.

— Préparer la révolution prolétarienne qui détruira le capitalisme pour instaurer le seul régime sans misère, ni exploitation, ni hausse des prix : le pouvoir de la classe ouvrière.

C'est à cela qu'appelle l'organisation d'avant-garde marxiste-léniniste, la tienne, camarade ouvrier ; celle que tu dois rejoindre et renforcer.

MARCHAIS COLLABO ? OUI**(Autocritique)**

Un de nos lecteurs d'un département du Midi nous a adressé la lettre suivante :

« Je lis dans votre journal du 13 juillet, n° 155, page 6 un titre qui est le suivant :

MARCHAIS LE STO ET MITTERRAND LA FRANCISQUE VEULENT-ILS LE SOCIALISME ?

Si je partage en gros votre point de vue au sujet du caractère arriviste de ces deux personnages, il est un point qui m'intrigue.

Jusqu'à présent votre journal a présenté Marchais comme un volontaire du travail en Allemagne nazie. Or d'après votre titre, Marchais ne serait plus qu'un STO.

En tant qu'ancien résistant, je suis très étonné de constater que votre journal emploie deux qualifications différentes.

Or il est fondamentalement important de savoir si Marchais a été un volontaire ou un simple STO.

Dans le premier cas, il est évident que l'on peut qualifier cet homme de COLLABO, mais dans le deuxième cas le problème n'est plus le même car de très nombreux français, ont été STO (soit qu'ils aient été rafiés par les allemands — soit qu'ils n'aient pas eu la possibilité (ou le courage) de rejoindre les maquis).

Si Marchais a été un STO il nous est difficile de l'attaquer sérieusement dans ce domaine. Tout est différent s'il a été volontaire.

Issy-les-Moulineaux : C.F.T. FASCISTE !

Une centaine de personnes, des travailleurs yougoslaves et leur famille, occupent un immeuble abandonné qui doit être démolé dans quelques années, car avant ils vivaient dans un bidonville.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, le comité des mal-logés de cette maison organisait une fête avec bal dans la maison.

De nombreux jeunes et moins jeunes qui soutiennent les occupants, des habitants du quartier étaient là.

Vers minuit, une cinquantaine d'hommes armés de barres de fer, grenades lacrymogènes et pistolets attaquent le bal.

Bilan : 7 personnes blessées et 4 jeunes filles enlevées et brutalisées ; 1 jeune fille violée à trois reprises dans une camionnette.

Après un instant de panique, les occupants réagissent, poursuivent les agresseurs qui s'enfuient et en capturent deux.

Les deux fascistes arrêtés : Magalhaes, un Portugais, et Diaz, un Français, sont tous deux membres de la C.F.T. à Citroën-Javel et avaient été payés par la C.F.T. pour faire ça (Magalhaes a touché 300 F pour la soirée).

Le lendemain matin, les deux fascistes sont promenés dans la ville, amochés et sous bonne escorte, avec des pancartes au cou : « Je suis un fasciste, que doit-on faire de moi ? » Ils sont remis à la police qui les relâche deux jours après.

C'est la première fois que le syndicat patronal C.F.T. se permet d'aller agresser des travailleurs en dehors de l'usine Citroën où elle sert de milice au patron.

Travailleurs trompés par le langage « apolitique » de la C.F.T., ouvrez les yeux. L'agression fasciste d'Issy-les-Moulineaux montre que c'est sans attendre qu'il faut engager la lutte contre la fascisation du pouvoir et ceux qu'il manipule.

DÉCÈS DU CAMARADE DANHIER**(Membre du Comité Central du P.C.M.L. de Belgique)**

Au camarade Fernand Lefebvre,
Au journal « Clarté », organe
central du Parti Communiste
Marxiste-Léniniste de Belgique.

Chers camarades,

C'est avec une grande émotion que nous avons appris la mort du camarade Raoul Danhier membre du Comité Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Belgique.

La disparition d'un militant et d'un dirigeant marxiste-léniniste profondément imprégné d'idéologie prolétarienne est toujours une très grande perte pour le mouvement communiste marxiste-léniniste. Nous la ressentons d'autant plus qu'il nous a eu l'occasion de rencontrer le camarade Raoul Danhier et que nous savons à quel point son absence sera ressentie par le Parti révolutionnaire du prolétariat de Belgique.

Nous sommes persuadés que les marxistes-léninistes de Belgique sauront transformer leur douleur en force, qu'ils sauront suivre l'exemple du camarade Raoul Danhier, de son enthousiasme, de son courage,



de son dévouement au peuple, et de son attachement indéfectible à la révolution prolétarienne et au parti marxiste-léniniste.

L'Humanité Rouge est convaincue d'interpréter la volonté de tous ses lecteurs en vous priant d'accepter ses condoléances internationalistes les plus fraternelles.

LETTRES DE NOS LECTEURS

Camarades,

Je suis un jeune militant du P.C.-F. Sympathisant du parti depuis plusieurs années, j'ai fini par adhérer, car le parti communiste représentait pour moi beaucoup de choses. Hélas, le combat que j'escomptais n'était pas tout à fait celui mené par les dirigeants (refus de soutien et silence total sur les grèves dures déclenchées depuis quelques temps dans toute la France, calomnies odieuses sur le pauvre militant Overney assassiné, aucune riposte de masse après le meurtre de leur propre militant Labroche, tout juste l'insertion dans « l'Humanité » des condoléances présentées à la famille de celui-ci). J'étais complètement désorienté,

ceci malgré mes camarades de cellule qui sont d'honnêtes et courageux militants, mais parfaitement inconscients de la ligne erronée et défaitiste pratiquée par le parti. J'ai découvert votre presse après avoir lu une de vos affiches. Depuis je lis régulièrement « l'Humanité Rouge ». Enfin j'ai trouvé des camarades pour qui la lutte pour le socialisme est autre chose qu'un bulletin déposé dans une urne afin de respecter l'ordre imposé par la bourgeoisie, ou une suite de compromis révoltants passés avec des politiciens pourris. C'est pour tout cela que vous trouverez joint à ma lettre un versement de 150 F, modeste contribution pour que vive « l'Humanité-Rouge » et que se poursuive son juste combat.

Écho d'un voyage en Albanie

Chers camarades,

Je voudrais profiter de notre journal pour exprimer tout ce que m'a apporté mon récent voyage en Albanie. D'abord ma profonde admiration pour le peuple albanais qui construit le socialisme, sous la direction du Parti du Travail, avec à sa tête le grand communiste Enver Hoxha ; des difficultés immenses ont déjà été surmontées, d'autres sont en voie de résolution grâce aux principes éminemment démocratiques qui régissent la société albanaise, où chaque travailleur, homme ou femme, occupe une place entière dans l'édification d'un monde de travail et de liberté ; où chacun a droit à la parole et peut s'exprimer pleinement dans la vie de son quartier, son lieu de travail ou d'étude ; où chacun a droit au travail, et à des conditions de vie (salaire, santé, culture, loisirs...) saines. Je voudrais dire aussi mon émotion devant les sentiments internationalistes prolétariens des travailleurs albanais ; l'internationalisme, c'est un grand principe difficile à exprimer dans la réalité, mais la chaleur rencontrée dans telle ou telle usine ou coopérative, l'intérêt porté aux luttes du prolétariat international... définissent concrètement cette donnée fondamentale du marxisme-léninisme.

La lutte grandiose du peuple albanais pour l'édification d'un socialisme véritable doit être pour nous un encouragement dans notre lutte, une source d'enthousiasme révolutionnaire qui saura nous conduire, malgré les difficultés, les sacrifices, à la victoire de la Révolution prolétarienne.

Vive l'amitié des peuples albanais et français !

Vive le marxisme-léninisme et la dictature du prolétariat !

Vive le camarade Enver et le Parti du Travail !

THOMAS.

Chers camarades,

Aujourd'hui dimanche 19 heures, je trouve un peu de temps pour écrire.

Je pense surtout à tous les camarades qui depuis notre départ de Paris ont déjà sûrement travaillé pour mettre à jour toutes les notes qu'ils ont prises en Albanie.

Domage que je n'ai pas connu l'Albanie et vous tous plus tôt. A notre arrivée à Paris, Anne m'a donné les deux sacs de nourriture. Je les ai partagés, le premier sac avec un Algérien qui est sorti de prison ; je lui ai raconté toute la justice et le mode de vie en Albanie. Nous mangions sur un banc en face de Notre-Dame-de-Paris, sous une averse très forte. Les passants ont dû nous prendre pour deux clochards. Mais j'ai l'habitude de la pluie quand j'allais travailler à A... en bicyclette, c'était pas le moment de tenir un parapluie !

Ma fille est revenue d'Allemagne avec de jeunes mariés qui sont aussi marxistes-léninistes ! Quelle chance ! Ils sont formidables et je me débrouille assez bien en allemand pour leur parler d'Albanie. Ils disent aussi comme ils sont exploités et quelle cadence de travail !

Cette semaine j'ai reçu de H.R. trois brochures « Face au gauchisme moderne ». C'est très intéressant. Domage qu'il n'y a pas ici de conférences, car moi pour lire c'est un problème à cause de mes yeux.

Depuis mon retour d'Albanie, je n'aime plus tellement même pas le quartier Latin de Paris. Ce n'est pas la liberté d'être hippies... C'est mieux de voir le résultat que les Albanais ont obtenu par leur travail.

Un travailleur immigré.

VÉTO CHINOIS A L'O.N.U.

Contre l'admission du « Bengla Desh »

Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. s'est réuni dans l'après-midi du 10 août pour discuter la demande d'admission du « Bangla Desh » aux Nations unies.

Etant donné les points de vues différents, la réunion a mis au vote l'inscription ou non de la question à l'ordre du jour. Le représentant chinois a voté contre ; la Guinée, la Somalie et le Soudan se sont abstenus.

A la fin de la réunion, le président du Conseil de Sécurité a annoncé la décision de transmettre la demande du « Bangla Desh » au Comité d'Admission des nouveaux membres, un organe du Conseil de Sécurité.

Voici le texte intégral de l'intervention du représentant chinois Houang Houa :

« La délégation chinoise s'oppose fermement à l'examen par le Conseil de Sécurité de la demande d'admission du « Bangla Desh » aux Nations unies dans les circonstances actuelles. La raison est très claire.

guerre d'agression d'envergure contre le Pakistan et saboté sérieusement la paix dans le sous-continent de l'Asie du Sud. Le 7 décembre de l'année dernière, l'Assemblée générale de l'O.N.U., renversant les nombreux obstacles dressés par l'Union soviétique et l'Inde, a adopté la résolution 2793 (XXVI) à la majorité écrasante de 104 voix. En termes explicites, le paragraphe 1 de la partie exécutoire de la résolution « appelle les gouvernements pakistanais et indien à prendre sur-le-champ toutes les mesures pour un cessez-le-feu immédiat et le retrait de leurs forces armées du territoire de l'autre partie à leur propre côté de la frontière indo-pakistanaise ». Ensuite, le 21 décembre, le Conseil de Sécurité a adopté la résolution 307 (1971) à la grande majorité de 13 voix. Outre le renouvellement de la demande du retrait des troupes par les deux parties, la résolution dans le paragraphe 3 de sa partie exécutoire « appelle toutes les parties intéres-

Mais où en est la situation à présent ? Voilà comment se présentent les choses : le gouvernement indien n'a pas ramené toutes ses troupes en-deça de la frontière de l'Inde en conformité avec les résolutions de l'O.N.U. sur le retrait des troupes ; d'autre part, il garde toujours plus de 90 000 prisonniers de guerre et civils pakistanais. Le « Bangla Desh » a même menacé de passer en jugement les prisonniers de guerre pakistanais. Tout cela constitue une violation brutale des résolutions intéressées de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. En même temps, le « Bangla Desh » insiste sur sa reconnaissance par le Pakistan avant qu'il puisse consentir à entamer des négociations avec ce dernier. C'est un chantage pur et simple que le « Bangla Desh », en collusion avec l'Inde, a lancé à l'adresse du Pakistan pour continuer à empêcher l'application des résolutions intéressées de l'O.N.U. C'est vraiment révoltant. Nous voudrions demander : Est-ce que la résolution 2793 (XXVI) adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. avec 104 voix et la résolution 307 (1971) du Conseil de Sécurité adoptée à la grande majorité de 13 voix restent encore valables ? Il est évident qu'avant la véritable exécution des résolutions de l'O.N.U. et avant la solution raisonnable des problèmes existant entre l'Inde et le Pakistan, et entre le Pakistan et le « Bangla Desh », ce dernier n'est point qualifié pour être admis au sein des Nations unies, et il n'est absolument pas question pour le Conseil de Sécurité d'examiner la demande d'admission du « Bangla Desh » aux Nations unies. Sinon, à quoi sert alors la Charte des Nations unies ? A quoi servent alors les résolutions intéressées que l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité ont adoptées ? Comment est-il possible de parler d'« accepter les obligations contenues dans la Charte des Nations unies » et d'« être capable de s'acquitter avec bonne volonté de ces obligations » alors qu'on refuse d'appliquer les résolutions de l'O.N.U. s'y rapportant ? Il s'agit d'une duperie pure et simple et d'une moquerie grossière à l'égard des Nations unies !

2° Pour parler franc, en agissant aussi déraisonnablement, le gouvernement indien et son soutien dans les coulisses, les social-impérialistes soviétiques, tentent en fait d'encourager l'agresseur par l'intermédiaire de l'O.N.U. et de continuer à maintenir la tension sur le sous-continent de l'Asie du Sud. Une preuve tangible est fournie par un rapport selon lequel le Premier ministre indien Madame Indira Gandhi, après les entretiens indo-pakistanaïses de Simla, a déclaré qu'avant la « solution finale » du contentieux sur Jammu et Cachemire, elle ne permettrait pas le rapatriement des prisonniers de guerre pakistanais. Approuver de tels actes du gouvernement indien et des social-impérialistes soviétiques, c'est se faire complice du tyran. Par conséquent, en vue de défendre les principes de la Charte des Nations unies et dans les intérêts de tous les peuples du sous-continent de l'Asie du Sud, il est essentiel d'insister sur ce qui suit : C'est après avoir exécuté réellement les résolutions intéressées de l'O.N.U. et après avoir réglé raisonnablement les problèmes entre l'Inde et le Pakistan et entre le Pakistan et le « Bangla Desh » que le Conseil de Sécurité peut prendre en considération l'admission du « Bangla Desh » à l'O.N.U.

Vu les raisons précitées, la délégation chinoise se déclare fermement opposée à ce que le Conseil de Sécurité examine la demande d'admission du « Bangla Desh » aux Nations unies. »



Même mort STALINE leur fait peur

Le 2 février prochain marquera le 30^e Anniversaire de la victoire de Stalingrad, remportée par les peuples soviétiques sur les fascistes hitlériens à l'issue de la plus grande bataille de tous les temps.

Dans « Le Figaro » du 28 août dernier, le général Gambiez, « Président de la Commission française d'histoire militaire et vice-président de la Commission internationale d'histoire militaire comparée » a publié une page entière consacrée à cet événement historique qui marqua le tournant décisif de la seconde guerre mondiale.

Essentiellement technique, cet article n'en reconnaît pas moins « l'intelligence, le sang-froid et l'esprit d'initiative » des généraux soviétiques. Il va même jusqu'à préciser « A l'O.K.H. (Grand Etat-major de l'Armée de terre nazie), Hitler imposa ses vues à des généraux de valeur comme Manstein, sans tenir compte des avis judicieux de ses subordonnés et, en donnant directement ses ordres aux exécutants, il ne pouvait provoquer que désordre et confusion. A la Stavka, au contraire, les décisions n'étaient prises qu'après mûre réflexion et après que chacun des généraux présents eût exprimé son avis. »

La « Stavka » était le Grand Etat-major soviétique. Mais qui donc dirigeait cet organisme suprême, qui organisa la victoire ?

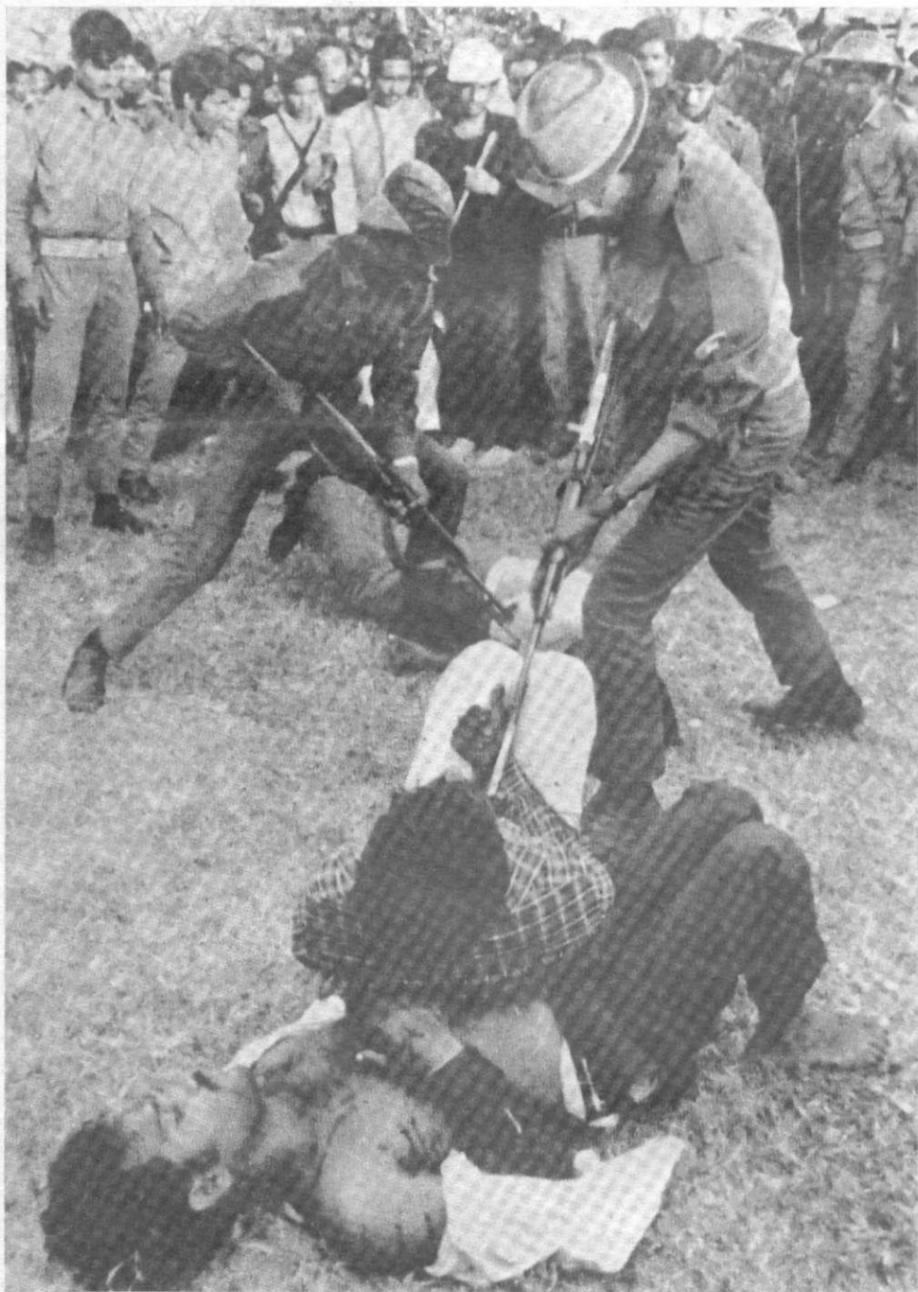
Dans ce texte d'environ 20.000 caractères, le nom de STALINE n'est pas cité une seule fois ! Il est systématiquement remplacé par le terme « la Stavka » !

Merci, Messieurs les Plumitifs de la Grande bourgeoisie !

S'il vous fait encore peur à ce point, alors qu'il est mort depuis bientôt vingt ans, c'est bien que le Maréchal STALINE, vainqueur de Stalingrad à la tête des troupes héroïques de l'Armée rouge et des ouvriers des usines de la Grande cité, était le plus redoutable ennemi des exploitateurs et oppresseurs impérialistes !

Pour les peuples du monde entier, il restera dans l'Histoire, que vous le vouliez ou non, le dirigeant indissociable de son peuple, qui a écrasé la monstrueuse bête nazie, à Stalingrad d'abord, et ensuite jusqu'au cœur de Berlin !

Votre oubli volontaire de son nom est un hommage involontaire ; même si de nos jours des traîtres ignominieux ont débaptisé la ville qui portait son nom et brûlé son cadavre, rien non, jamais rien ne pourra effacer le nom de Joseph Vissarianovitch Djougachvili dit « Staline » !



Les prétendus libérateurs du « Bengla Desh » massacrent des civils pakistanais.

1° La délégation chinoise est d'avis que l'on ne doit en aucun cas examiner la demande d'admission du « Bangla Desh » aux Nations unies sans tenir compte des résolutions intéressées adoptées l'année dernière par l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Comme tout le monde le sait, le 21 novembre de l'année dernière, le gouvernement indien, activement encouragé et puissamment soutenu par le social-impérialisme soviétique, a déclenché de façon flagrante une

sées à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie humaine, observer les conventions de Genève de 1949 et appliquer entièrement leurs clauses concernant la protection des blessés et des malades, des prisonniers de guerre et de la population civile ». A cet égard, l'article 118 des conventions de Genève de 1949 stipule en termes explicites : « Les prisonniers de guerre doivent être libérés et rapatriés sans délai après la cessation des hostilités actives. »

IMPÉRIALISME BRITANNIQUE ASSASSIN !

La vieille bourgeoisie britannique est aux abois. Privée de son empire colonial par la lutte victorieuse des peuples qu'elle écrasait sous sa domination impitoyable, liée à l'impérialisme américain dont son économie est étroitement dépendante, elle se trouve en mauvaise posture dans l'arène de la concurrence capitaliste internationale, ainsi qu'en témoignent les dévaluations successives de sa monnaie.

Aussi cherche-t-elle à rendre encore plus féroce son exploitation de la classe ouvrière anglaise et du peuple irlandais, en tentant de récupérer, sur leur dos, les profits qu'elle escompte de son introduction dans le marché commun ! blocage des salaires, chômage galopant (plus d'un million de chômeurs officiels en Grande-Bretagne, c'est-à-dire près de 4 % de la population active jetée sur le pavé !), hausse vertigineuse des prix...

Mais la combativité de la classe ouvrière ne cesse de grandir ainsi qu'en témoigne les longues et dures grèves qui ont récemment ébranlé l'économie anglaise : grève des postiers, des mineurs, des cheminots,

Les événements en Irlande ont maintenant fait plus de 500 victimes. Ceux qui tombaient, au début, en « catholique » ou en « protestant » — à en croire les informations de la bourgeoisie, peu soucieuse d'analyse... et de vérité ! — se décomptent maintenant d'une autre façon, en particulier parce que l'occupant britannique est bien obligé de prendre en considération ses propres pertes.

Ainsi, l'occupation des six comtés du nord de l'Irlande par l'armée britannique a été une phase importante dans le déroulement des événements : ce qui pouvait être interprété comme un affrontement entre deux « communautés religieuses » a pris plus clairement une signification anti-colonialiste et anti-impérialiste, fidèle à l'esprit des grands mouvements passés (1798, 1916, etc.) qu'entreprit le peuple irlandais contre la domination étrangère. Et la presse de la bourgeoisie commença à parler d'une situation quasi analogue à celle de l'Algérie de 1958...

L'« administration directe » par l'impérialisme britannique ne fut cependant pas une réussite : les déclarations démagogiques de Whitelaw n'arrivaient pas à masquer ses crimes (poursuite de l'internement administratif, assassinat de Joe Mac Cann et d'autres patriotes, etc.). Si elle fut combattue par la bourgeoisie « protestante » réactionnaire, cela est le jeu des contradictions entre « pieds noirs » de l'Ulster et l'impérialisme britannique. Qu'on se rappelle la lutte qui opposa l'O.A.S. aux agents de l'impérialisme français !

De cette situation radicalisée, la bourgeoisie des six comtés a profité pour tirer le maximum d'avantages, et ses crimes contre les travailleurs irlandais ne se comptent plus... à commencer par celui qui consiste à détourner la classe ouvrière « protestante » de ses véritables intérêts historiques par sa propagande mensongère et haineuse en profitant de la peur causée par certains attentats sectaires.

Car, si pourtant les éléments avancés de la classe ouvrière de Belfast, Derry et autres ont compris quelle lutte devait être la leur, le danger d'un sectarisme meurtrier subsiste. Les objectifs révolutionnaires des travailleurs irlandais, catholiques et protestants, doivent demeurer présents et témoigner de leur victoire à venir sur le capitalisme et l'impérialisme, comme ils furent présents dans la pensée et les actes des grands révolutionnaires tombés il y a dix, cinquante, cent, deux cents ans.

POUR UNE IRLANDE UNIE...

« Rompre les liens avec l'Angleterre, la source intarissable de tous nos maux politiques, voilà mon objectif. Substituer l'appellation commune d'« Irlandais »

aux dénominations « catholique », « pro » testant » et « dissident », c'est ce que j'entendais. » Cette réflexion de portée actuelle évidente est celle d'un grand révolutionnaire irlandais — « protestant » ! — du dix-huitième siècle. Car déjà Wolfe Tone, à cette époque, avait compris ce qui causerait la victoire assurée du peuple irlandais et son unité.



Devant un camp britannique, le peuple irlandais manifeste son hostilité violente à l'occupation militaire.

Vouloir une « Irlande unie », c'est combattre la partition qui divise injustement le pays depuis qu'en 1949 l'indépendance n'a été accordée qu'au Sud, alors que la question du Nord, à majorité protestante, devait être réglée par des Parlements se renvoyant sans cesse la balle... c'est-à-dire jamais. Mais c'est aussi œuvrer pour une unité réelle du peuple irlandais, au-dessus des considérations religieuses entretenues par les exploités — qui se transforment aujourd'hui en criminels —, profiteurs de la misère et du sang des travailleurs.

La division ainsi engendrée « ne peut avoir pour effet que d'aider les misérables dominateurs des travailleurs à survivre. Nous ne voulons pas de division, pas de peur, pas de domination d'un gang de capitalistes plutôt que d'un autre. Ce n'est pas pour cela que Tone, Davitt et Conolly ont combattu. » (Sean Garland, 1972, sur la tombe de Tone.)

Aussi le sectarisme est-il un danger important à éviter : « Nous avons besoin

des camionneurs et, pendant l'été, la grève exemplaire des dockers britanniques si scandaleusement trahie par les dirigeants des TUC ! (1).

De même le combat inlassable du peuple irlandais pour arracher son indépendance nationale ne faiblit pas malgré l'escalade dans la répression de l'impérialisme britannique, au cours de l'été.

Ainsi que l'indique « the Worker », organe central du Parti Communiste Anglais (marxiste-léniniste), cette nouvelle et impressionnante vague de luttes qui secouent le pays tout entier trouve sa source dans le fait que les ouvriers anglais et le peuple irlandais ne sont pas isolés des mouvements révolutionnaires du monde dans lequel la tendance principale est bien la révolution.

(1) Syndicats britanniques dont les directions corrompues collaborent activement avec le gouvernement et le patronat à l'établissement d'une « paix sociale »... sur le dos de la classe ouvrière !

de ce million de travailleurs protestants du côté des travailleurs dans la révolution irlandaise. » T. Mc Giolla, 16 juillet 1972, I.R.A. officielle.)

...ET INDEPENDANTE

« Si demain vous refolez l'armée anglaise et hissez le drapeau vert sur

nouveaux en ressources minérales ! envoie les patriotes dans ses prisons, mène la répression de concert avec l'impérialisme britannique...

LE ROLE MOTEUR DE LA CLASSE OUVRIERE DANS LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE

La véritable indépendance ne sera forgée que par les travailleurs eux-mêmes. Ce que Tone affirmait il y a deux siècles : « Nous nous libérerons grâce à cette large et respectable classe de la communauté : les gens de non-proprété », vérité qui faisait dire à Conolly que : « Seule la classe ouvrière irlandaise demeure l'héritière incorruptible du combat pour la liberté de l'Irlande. »

« On ne peut concevoir une Irlande libre avec une classe ouvrière asservie ; on ne peut concevoir une Irlande asservie avec une classe ouvrière libre. » (J. Conolly.) Ainsi se mène et se mènera le juste combat pour la libération de l'Irlande, qui ne s'achèvera qu'avec la victoire des travailleurs, « catholiques » et « protestants ».

Au fur et à mesure que la lutte du peuple irlandais s'intensifie, au fur et à mesure les jours des impérialistes britanniques, U.S. et autres criminels, des capitalistes du Nord et du Sud sont comptés jusqu'à ce que l'idéal de Tone, de Conolly et de tous les patriotes révolutionnaires devienne une complète réalité.

VIVE LA SOLIDARITE DES PEUPLES IRLANDAIS ET FRANÇAIS !

Dans la longue histoire de la lutte pour la libération de l'Irlande, les peuples irlandais et français ont tissé de nombreux liens de solidarité : notamment, par deux fois, à l'époque de Tone et Emmet, une aide militaire avait été accordée lors des grands mouvements patriotiques. Et cette solidarité du passé, demeurée vivante dans de très nombreuses chansons patriotiques populaires, dans les traditions d'hospitalité et autres, saura demeurer vivante en ces jours de lutte difficile. Elle doit prendre, pour les classes ouvrières d'Irlande et de France, le visage militant de l'internationalisme prolétarien qui faisait affirmer à J. Conolly : « Le socialiste d'un autre pays est un compatriote, comme le capitalisme de mon propre pays est un ennemi naturel. »

Vive la glorieuse lutte d'indépendance du peuple irlandais !

Vive la solidarité active des travailleurs français et irlandais !